



AÏD EL-FITR / LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES VŒUX AU PEUPLE ALGÉRIEN

Les Algériens ont célébré l'Aïd El-Fitr dans la joie et le partage

P.3



LA MISE EN GARDE DU GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA :

«L'Algérie ne permettra jamais le retour des intégristes»

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 23 AVRIL 2023 // N°542 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

TRAITEMENT DU MÉMORIEL ALGÉRO-FRANÇAIS

Ouvrir les « archives cadenassées » de la période coloniale et de la Révolution

Lire en page 3



Amar Bendjama nommé représentant permanent de l'Algérie à l'ONU

P.2



Rached Ghannouchi placé sous mandat de dépôt

P.2



BRAQUAGE À MAIN ARMÉE DANS UN BUREAU DE POSTE À BOUIRA

Sept individus arrêtés

P.16



À KHARTOUM, UN FRAGILE CESSEZ-LE-FEU PENDANT LES TROIS JOURS DE L'AÏD EL-FITR

Une guerre par procuration au Soudan ?

P.3



JSM Béjaïa
Décès à 78 ans de l'ancien président Boualem Tiab

P.12

CONFIDENTIEL

LE DIPLOMATE HOCINE DJOUDI INHUMÉ AU CIMETIÈRE DE BEN AKNOUN À ALGER

La dépouille du diplomate Hocine Djoudi, décédé à l'âge de 92 ans, est arrivée, jeudi, à l'aéroport Houari-Boumediene (Alger). Étaient présents au salon d'honneur de l'aéroport pour accueillir la dépouille du défunt, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, le secrétaire général du ministère, Amar Belani, ainsi que nombre d'ambassadeurs, la famille du regretté et ses compagnons. Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances à la famille du défunt Hocine Djoudi, un des diplomates algériens chevronnés ayant contribué à faire retentir la



voix de l'Algérie et à défendre ses intérêts. Né en 1930 à Souk Ahras, le défunt a occupé plusieurs postes dont celui de représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU de 1984 à 1990, de secrétaire général du

ministère des Affaires étrangères de 1990 à 1993 et d'ambassadeur d'Algérie à Paris de 1993 à 1997. La dépouille du défunt a été inhumée jeudi après-midi au cimetière de Ben Aknoun à Alger.

AMAR BENDJAMA NOMMÉ REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ALGÉRIE À L'ONU

Le diplomate Amar Bendjama a été nommé ambassadeur d'Algérie et représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), à New York, selon un décret présidentiel daté du 11 avril 2023 paru dans le Journal officiel.

Diplomate au long cours, Bendjama a été notamment ambassadeur d'Algérie en France de 2013 à 2016, à Addis-Abeba, Londres, Tokyo et Bruxelles.

Il remplace à ce poste Nadir Larbaoui qui a



été désigné directeur de cabinet de la présidence de la République lors du remaniement ministériel de mars 2023.

L'ENQUÊTE MENÉE AVEC UNE EXTRÊME RIGUEUR UN HOMME D'AFFAIRES TUÉ PAR BALLES DEVANT SA FEMME À BATNA

"Abderrezak B.", un homme d'affaires et entrepreneur très connu, a été tué par balles mardi dernier, devant son domicile, sur la route de Tazoult dans la wilaya de Batna. Selon les premiers éléments, le crime a été perpétré peu avant minuit par des inconnus à bord

d'une voiture. Ces derniers ont traqué l'entrepreneur et l'ont suivi jusqu'à son domicile avant d'ouvrir le feu sur lui devant sa femme. Les services de police étaient aussitôt après sur le lieu du drame en attendant le témoignage de l'épouse de la victime pour dresser des por-

traits-robots et recueillir toute information susceptible d'aider les enquêteurs à retrouver les tueurs présumés. La victime est issue d'une famille très connue dans la wilaya de Batna et propriétaire de deux hôtels "Essalam" dans les wilayas de Skikda et Alger.

"C'EST LE PEUPLE CHINOIS QUI DÉCIDE DU DESTIN DE TAÏWAN", AFFIRME L'AMBASSADEUR DE CHINE EN FRANCE

Invité de LCI ce vendredi, Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France, a affirmé que Taïwan faisait "partie intégrante" du territoire chinois. Et, selon lui, "tous les moyens" sont envisagés pour reprendre le contrôle de l'île. Des propos fermes. Après les impressionnants exercices militaires récemment

menés au large des côtes taïwanaises et la montée des tensions verbales entre Pékin et Washington, l'ambassadeur de Chine en France affirme sur LCI que "c'est le peuple chinois qui décide du destin de Taïwan". Un pays qui, selon lui, "fait partie intégrante du territoire chinois depuis l'Antiquité". "Les

deux rives du détroit de Taïwan appartiennent à la même et unique Chine. Telle est l'histoire", souligne Lu Shaye. "Le retour de Taïwan à la Chine est une composante de l'ordre international d'après-guerre. Cela a été écrit noir sur blanc dans les déclarations du Caire et de Potsdam.

« JE NE VAIS PAS DÉMISSIONNER », DIT EMMANUEL MACRON

Le président français Emmanuel Macron a assuré qu'il était prêt à aller à la rencontre des contestataires à condition de « discuter ». Si « c'est juste les œufs et les casseroles, c'est pour faire la cuisine », a-t-il lancé. « Les œufs et les casseroles, c'est pour faire la cuisine ». À son arrivée, Macron a assuré au député LFI Sébastien Rome qu'il voulait bien aller à la rencontre des contestataires. Mais,

« pour discuter » seulement, « si c'est juste les œufs et les casseroles, c'est pour faire la cuisine chez moi », a-t-il lancé. "Je vais au contact des gens. Quand il n'y a pas de coup politique... Le pays est à l'image de ce village où je n'étais pas prévu. Des gens sont contents, d'autres ne sont pas contents. Mais ils le disent avec le sourire." Il est ensuite interpellé par une jeune femme, qui lui reproche

de ne pas avoir pris en compte les personnes qui ont voté pour lui à la présidentielle afin de faire barrage à Marine Le Pen. Emmanuel Macron finit par écourter la conversation, après avoir été coupé à plusieurs reprises. "Je ne vais pas démissionner, je vous rassure, ça n'arrivera pas. Il faudra attendre 2027", lui a répondu Emmanuel Macron, a rapporté Ouest France.

RACHED GHANNOUCHI PLACÉ SOUS MANDAT DE DÉPÔT

Le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi a été placé sous mandat de dépôt, a indiqué jeudi 20 avril son parti, en dénonçant sur sa page Facebook un "emprisonnement injuste", selon France 24. Le chef du parti islamo-conservateur et ancien président du Parlement, âgé de 81 ans, est le principal opposant du président Kaïs Saïed. Il avait été interpellé lundi soir sur la base de déclarations dans lesquelles il avait affirmé que la Tunisie serait menacée d'une "guerre civile" si les partis de gauche ou ceux issus de l'islam politique, comme Ennahda, y étaient éliminés. Selon l'avocat Mokhtar Jemai, qui intervenait sur une radio privée, un juge d'instruction a décidé d'émettre un mandat de dépôt pour incarcérer le chef islamiste à l'issue d'un interrogatoire de plus de 9

heures.

Le Front de salut national (FSN), coalition d'opposition dont est membre Ennahda, a confirmé que le juge a invoqué, notamment, le motif de "complot contre la sécurité de l'État" pour écrouer Rached Ghannouchi.

Dans un communiqué, Ennahda a rejeté toute intention de Rached Ghannouchi d'appeler à la guerre civile, disant "condamner fermement une décision injuste qui a pour but de couvrir l'échec total du pouvoir à améliorer les conditions économiques des citoyens". Ennahda a décrit l'opposant comme "un symbole national qui a passé le plus clair de sa vie à résister à la dictature à travers une lutte pacifique".

LA RUSSIE ET LA CHINE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION MILITAIRE

Les armées russe et chinoise vont améliorer leur entraide tactique et stratégique pour faire face aux conflits de demain. Moscou aidera aussi Pékin à développer un meilleur système de défense anti-missiles balistiques. "La réunion contribuera à renforcer le partenariat stratégique entre la Russie et la Chine dans le domaine de la défense et à permettre une discussion ouverte sur les questions de sécurité régionale et mondiale". Ces mots ont été prononcés par Sergueï Choïgou, le ministre russe de la Défense lors de sa rencontre cette semaine avec Li Shangfu, son homologue chinois. De son côté, Li Shangfu a affirmé que "les forces armées de la Chine et de la Russie ne manqueraient pas de mettre soigneusement en œuvre tous les accords conclus entre Vladimir Poutine et Xi Jinping." À l'issue de cette réunion, les deux hommes politiques ont soutenu que la coopération militaro-technique entre Moscou et Pékin serait portée à un niveau supérieur.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



TRAITEMENT DU MÉMORIEL ALGÉRO-FRANÇAIS

Privilégier les questions relatives à la période coloniale et la Révolution

Durant cette réunion, les membres algériens de l'instance ont présenté un document de travail conforme aux principes de base contenus dans la déclaration d'Alger, signée le 27 août 2022 entre les présidents Tebboune et Macron, et aux résolutions du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN).



La Présidence de la République a informé jeudi dernier sur la tenue de la première réunion, via vidéoconférence, de la commission mixte algéro-française pour l'histoire et la mémoire. Durant cette réunion, les membres algériens de l'instance ont présenté un document de travail conforme aux

principes de base contenus dans la déclaration d'Alger, signée le 27 août 2022 entre les présidents Tebboune et Macron, et aux résolutions du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN). Durant cette rencontre, «les deux parties ont convenu du traitement de toutes les questions relatives à la période

coloniale, la résistance et la Glorieuse guerre de libération», ajoute la même source. Il a, également, été convenu de «poursuivre la concertation et les contacts pour la mise en place d'un programme d'action futur, et de fixer les prochaines réunions de la Commission mixte». Au cours de la réunion, il a été

convenu d'aborder toutes les questions liées à la période coloniale, à la résistance et à la glorieuse guerre de libération. Il a également été convenu de poursuivre les consultations et les contacts afin d'élaborer un futur programme de travail, avec l'identification des prochaines réunions du comité mixte. **I.M.Amine**

A KHARTOUM, UN FRAGILE CESSEZ-LE-FEU PENDANT LES TROIS JOURS DE L'AÏD EL-FITR

Une guerre par procuration au Soudan ?

Un fragile cessez-le-feu a été imposé à Khartoum entre les belligérants à la faveur de la fête de l'Aïd El-Fitr. Mais après, qu'en sera-t-il ?

Les affrontements entre militaires et paramilitaires qui ont éclaté à la mi-avril au Soudan ont déjà fait plus de 400 morts et plus de 3500 blessés, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé vendredi. 20 000 personnes ont fui vers le Tchad voisin, affirme the voiceofafrica.

Dans cet intermède, le chef de l'armée soudanaise Abdelfattah al-Burhan a appelé au dialogue pour ramener la paix au Soudan alors que les combats se poursuivaient avec les Forces de soutien rapide (FSR) hier. Dans une interview accordée à Al Arabiya TV, al-Burhan a déclaré : « Le plus grand perdant de cette guerre est le peuple soudanais. Nous devons tous nous asseoir en tant que Soudanais et trouver la bonne issue pour redonner espoir et vie. Les conditions de vie au Soudan se détériorent et nous partageons l'inquiétude de la communauté internationale envers les citoyens soudanais ». Les exemples de cette escalade de violence ne manquent pas pour faire le parallèle avec la surenchère des Forces de soutien rapide (FSR). Nous pourrions remonter très heurt dans l'histoire et évoquer les Béni Hilal, à qui le pouvoir central fatémide a facilité un couloir vers l'Afrique du nord pour punir les Maghrébins, comme nous pourrions convoquer, plus récemment, les troupes de chameliers Ikhwan mataallah, milice religieuse bédouine créée par Ibn Seoud vers 1912, pour créer l'Arabie saoudite et qui

va se retourner contre Ibn Séoud.

Remarquez que ces trois cas, nous sommes face à des tribus arabes bédouines. Mais il y a un changement de paradigmes, avec de nouvelles alliances au mélange détonnant. Ne perdez pas de vue que les FSR, fortes de 100 000 hommes et puissamment riche par l'acquisition de vastes quantités d'or du Darfour, ont été envoyés au Yémen pour appuyer l'Arabie Saoudite. De ce fait, le chef des RSF a reçu beaucoup d'argent de la part de ce pays, comme de la part des Emirats arabes unis. De même, les FRS ont, un certain temps, bénéficié de l'entraînement des Russes de Wagner.

Et c'est pour cette raison que c'est vers l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis que le secrétaire d'État us américain, Anthony Blinken, s'est tourné pour exhorter les belligérants soudanais à redoubler d'efforts afin de rétablir le calme et de mettre un terme à la guerre entre les deux ex-alliés: le général Abdelfattah Al Burhan et son adjoint le général Mohamed Hamdan Dogolo Hemedti.

Dans une tribune qu'il faudrait relire encore, tant la pertinence est là, l'analyste politique Abdelbari Atwan affirme que l'attaque par les FSR contre un personnel égyptien stationné à la base militaire de Merowe, dont des membres ont été capturés, implique que l'Égypte est accusée de soutenir Burhan et l'armée régulière qu'il commande. Ne perdez pas de vue également que les chefs des deux armées en guerre sont des « normalisateurs », et ont tous deux réalisé et entériné la « normalisation » avec l'entité sioniste, en contre-

partie de voir les dettes soudanaises éponnées et le aides financières et alimentaires israéliennes rallongés.

Les pressions américaines sur Al Borhane pour déloger les Russes de Wagner sont connues également.

Autre motif qui sous-tend cette guerre, les Emirats arabes unis devenus le plus gros investisseur extérieur au Soudan : ils ont acheté pour 1,5 milliard de dollars d'or soudanais, que Hemedti contrôle, ainsi que des millions d'hectares de terres agricoles. Le FSR de Hemedti a combattu aux côtés des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite dans la guerre au Yémen, en y envoyant des milliers de ses combattants. Selon Atwan, la position saoudienne reste floue et hésite entre les deux parties. Le fait que les liens de l'Arabie saoudite soient tendus avec l'Égypte et les Emirats arabes unis, qui sont les principaux soutiens des deux camps rivaux, complique la situation.

Que faut-il espérer de la médiation internationale ? En fait, on craint le pire. Cette guerre, préjuge Atwan, ne peut se terminer que si l'une des parties bat et écrase l'autre, et non par une médiation ou des appels à un arrêt immédiat. Tout indique qu'elle pourrait se prolonger et se transformer en une guerre civile ou interrégionale qui entraînerait une anarchie armée dans le pays.

En réalité, conclut l'analyste palestinien, le Soudan est victime d'une grande machination qui peut déboucher sur n'importe quelle issue, y compris la partition ou la guerre civile. **O. F.**

AID EL-FITR :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES VŒUX AU PEUPLE ALGÉRIEN

Le président de la République a félicité, jeudi soir, le peuple algérien à l'occasion de l'avènement de l'Aïd El-Fitr, saluant les gestes de solidarité et les œuvres caritatives relevés à travers l'ensemble du territoire et auprès de la communauté nationale à l'étranger durant le mois sacré de Ramadhan. "Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, prière et paix sur Son messager, mes compatriotes, j'ai la joie de vous adresser à tous, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, mes meilleurs vœux à l'occasion de l'avènement de l'Aïd El-Fitr. Puisse Allah nous gratifier de ses bienfaits et de ses bénédictions. Louanges à Allah de nous avoir permis de jeûner et de prier durant le Ramadhan. Puisse-t-Il nous compter parmi ceux qu'Il a comblés de Sa miséricorde", a dit le président de la République dans une allocution adressée au peuple algérien à la veille de l'Aïd El-Fitr. **I.M.**

LA MISE EN GARDE DU GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA :

«L'ALGÉRIE NE PERMETTRA JAMAIS LE RETOUR DES INTÉGRISTES»

Dans une allocution à la veille de l'Aïd El-Fitr, qui ressemble à une sévère mise en garde contre les intégristes de tous bords, le Général d'Armée, chef d'état-major, Saïd Chanegriha, a pointé du doigt le fondamentalisme qui a déjà mis à feu et à sang l'Etat-nation. En effet, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé que l'Algérie « mène, aujourd'hui, le combat du changement » et qu'elle « ne permettra jamais le retour de ces aventuriers qui ont failli mener le pays vers le précipice et causer l'effondrement de l'Etat national ». **I. Med**

21 AVRIL

LES ALGÉRIENS ONT CÉLÉBRÉ L'AÏD EL-FITR DANS LA JOIE ET LE PARTAGE

Le peuple algérien a célébré vendredi, à l'instar des autres peuples musulmans, la fête de l'Aïd El-Fitr dans une ambiance de joie et de partage après avoir accompli le devoir du jeûne durant le mois sacré de Ramadhan. Dès l'aube et aux premières lueurs de la journée, les fidèles, pour la plupart habillés en blanc, ont commencé à converger vers les mosquées pour accomplir la prière de l'Aïd, implorant la miséricorde de Dieu, dans une ambiance de sérénité et de quiétude, après un mois de jeûne, marqué par l'accomplissement de la prière des Tarawih. Les imams ont exhorté, dans leurs prêches, les fidèles à faire montre de fraternité, de solidarité et de compassion, en ce jour béni, insistant sur l'importance des préceptes de l'Islam qui consolident davantage les fondements de la cohésion sociale. Une fois la prière accomplie, les citoyens ont présenté leurs vœux à leurs familles, aux proches et aux voisins, consacrant ainsi les hautes valeurs de ce jour sacré, synonyme de pardon, de tolérance et de renforcement des liens familiaux. **I.M./avec Radio algérienne**

L'EXÉCUTIF VEUT Y REMETTRE DE L'ORDRE

Une nouvelle législation pour la préservation des terres de l'Etat

La nouvelle législation en projet a pour but de renforcer davantage le dispositif à mettre en place pour la protection des terres de l'État et des terrains récupérés au niveau des communes, notamment les assiettes foncières récupérées après les différentes opérations de relogement...

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi dernier, une réunion du gouvernement consacrée aux domaines de la justice, de l'enseignement supérieur, des finances et des transports. Dans le domaine de la justice, le gouvernement a examiné une nouvelle mouture de l'avant-projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres de l'État, présentée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Cette mouture a été enrichie conformément aux instructions du président de la République, données lors de son examen en Conseil des ministres et ce, en renforçant davantage le dispositif à mettre en place pour la protection des terres de l'État et des terrains récupérés au niveau des communes, notamment les assiettes foncières récupérées après les différentes opérations de relogement. En outre, le ministre de la Justice, garde des Sceaux a présenté une communication portant sur le projet de numérisation du secteur de la justice. Ce projet s'inscrit dans le cadre du processus des réformes globales de la justice, de sa modernisation à travers sa numérisation et du rapprochement de la justice du citoyen. Il vise essentiellement à améliorer la qualité du service public de la justice et à faciliter l'action judiciaire, à travers la numérisation des différentes étapes du traitement du dossier judiciaire pour garantir plus d'efficacité et de transparence. Dans le domaine de l'Enseignement supérieur, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a présenté une communication portant sur le projet de numérisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement au titre de « l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique », a pour objectif la numérisation de l'ensemble des activités du secteur



public de la justice et à faciliter l'action judiciaire, à travers la numérisation des différentes étapes du traitement du dossier judiciaire pour garantir plus d'efficacité et de transparence. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a présenté une communication portant sur le projet de numérisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement au titre de « l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique », a pour objectif la numérisation de l'ensemble des activités du secteur

tout en accordant la priorité aux établissements de l'enseignement supérieur, à l'Office national des œuvres universitaires, à l'administration centrale et aux centres de recherche. Dans le domaine des finances, les ministres des Finances et du Commerce et de la Promotion des exportations ont présenté une communication conjointe sur les résultats de l'assainissement de certaines positions tarifaires des douanes algériennes. Cette communication a pour objet d'évaluer les mesures déjà prises dans le cadre de la maîtrise du commerce extérieur notamment le recours exagéré à la domiciliation des importations sous la rubrique « Autres » en évitant les codes douaniers reconnus et ce, pour les besoins de fraudes et de surfacturation, notamment. A ce titre, les travaux d'assainissement de cette rubrique ont permis la création de 295 nouvelles positions tarifaires nationales, la modification des textes de 327 positions tarifaires pour une meilleure précision des produits et la suppression de 48 positions tarifaires, permettant l'identifica-

tion des principaux produits et marchandises qui représentent plus de 91% de la valeur des importations réalisées dans cette rubrique. Ces modifications sont opérationnelles et intégrées au niveau du système informatique SIGAD depuis le 1er mars 2023. Enfin, dans le domaine des transports, le ministre du secteur a présenté une communication relative à la problématique de désensablement des voies ferrées. L'exposé a porté sur les principaux facteurs à l'origine de ce phénomène, notamment dans certaines régions sahariennes ainsi que les solutions et mesures devant être engagées dans le cadre de la lutte contre l'ensablement des voies ferrées, à travers la multiplication des opérations de désensablement et d'entretien sur l'ensemble du réseau ferroviaire ainsi que la réalisation d'opérations de boisement intenses tout au long des lignes concernées. « Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 19 avril 2023, une réunion du gouvernement tenue au Palais du gouvernement.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement a examiné les points suivants: Le gouvernement a examiné une nouvelle mouture de l'avant-projet de loi relative à la protection et à la préservation des terres de l'Etat, présentée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Cette mouture a été enrichie conformément aux instructions de Monsieur le Président de la République, données lors de son examen en Conseil des Ministres et ce, en renforçant davantage le dispositif à mettre en place pour la protection des terres de l'Etat et des terrains récupérés au niveau des communes, notamment les assiettes foncières récupérées après les différentes opérations de relogement. En outre, le ministre de la Justice, garde des Sceaux a présenté une communication portant sur le projet de numérisation du secteur de la justice. Ce projet s'inscrit dans le cadre du processus des réformes globales de la justice, de sa modernisation à travers sa numérisation et du rapprochement de la justice du citoyen. Il vise essentiellement à améliorer la qualité du service

public de la justice et à faciliter l'action judiciaire, à travers la numérisation des différentes étapes du traitement du dossier judiciaire pour garantir plus d'efficacité et de transparence. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a présenté une communication portant sur le projet de numérisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement au titre de l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique+, a pour objectif la numérisation de l'ensemble des activités du secteur tout en accordant la priorité aux établissements de l'enseignement supérieur, à l'Office national des œuvres universitaires, à l'administration centrale et aux centres de recherches. Les ministres des Finances et du Commerce et de la Promotion des exportations ont présenté une communication conjointe sur les résultats de l'assainissement de certaines positions tarifaires des douanes algériennes. Cette communication a pour objet d'évaluer les mesures déjà prises dans le cadre de la maîtrise du commerce extérieur notamment le recours exagéré à la domiciliation des importations sous la rubrique «Autres+ en évitant les codes douaniers reconnus et ce, pour les besoins de fraudes et de surfacturation, notamment. A ce titre, les travaux d'assainissement de cette rubrique ont permis la création de 295 nouvelles positions tarifaires nationales, la modification des textes de 327 positions tarifaires pour une meilleure précision des produits et la suppression de 48 positions tarifaires, permettant l'identification des principaux produits et marchandises qui représentent plus de 91% de la valeur des importations réalisées dans cette rubrique. Ces modifications sont opérationnelles et intégrées au niveau du système informatique SIGAD depuis le 1er mars 2023. Le ministre des Transports a présenté une communication relative à la problématique de désensablement des voies ferrées. L'exposé a porté sur les principaux facteurs à l'origine de ce phénomène, notamment dans certaines régions sahariennes ainsi que les solutions et mesures devant être engagées dans le cadre de la lutte contre l'ensablement des voies ferrées, à travers la multiplication des opérations de désensablement et d'entretien sur l'ensemble du réseau ferroviaire ainsi que la réalisation d'opérations de boisement intenses tout au long des lignes concernées. »

Y. S.

R. N.

GN/Sûreté d'Alger: campagne médiatique au profit des usagers de la route

Les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté d'Alger ont organisé, jeudi 20 avril, une campagne médiatique conjointe pour expliquer les deux arrêtés émis par le wali d'Alger interdisant la circulation la nuit de certaines motos et voitures très bruyantes. A l'occasion de cette sortie médiatique organisée au niveau de plusieurs barrages de sécurité à Alger, le capitaine Benriala Omar, commandant d'unité de section routière de la Gendarmerie nationale d'Alger, a

précisé que cette campagne visait à "informer les chauffeurs de motos dont la cylindrée est supérieure à 125 cm³ et les automobilistes dont les véhicules ont été modifiés et qui sont à l'origine de nuisances sonores, des deux arrêtés de wilaya du 18 avril en cours, qui interdisent la circulation à ce genre de véhicules de 22H00 jusqu'à 6H00 en vue de préserver la quiétude et l'ordre publics". L'émission de ces deux arrêtés intervient suite aux "plaintes de citoyens déposées auprès des services de

sécurité à cause des forts bruits de ces véhicules qui gênent les résidents et les piétons", tout en citant "les sanctions encourues en cas de violation de ces mesures". Selon la responsable de la cellule de communication de la Sûreté d'Alger, Amel El Hachemi, ces deux arrêtés du wali d'Alger "entreront en application à partir du troisième jour de l'Aïd El-Fitr", soulignant que tout contrevenant à ces mesures verra son véhicule mis en fourrière pendant une durée de 8 jours....

NETCOM : 4 200 agents mobilisés pour collecter les déchets durant l'Aïd El-Fitr

Le volume des déchets ménagers levés au niveau d'Alger "a reculé de près de 11 % durant les premiers 25 jours du Ramadhan et les quantités de pain collectées ont baissé de 48 %" par rapport à la même période de l'année passée...

L'établissement de nettoyage de la wilaya d'Alger "NETCOM" a mobilisé 4200 agents et 370 camions pour assurer 350 patrouilles durant les deux jours de l'Aïd afin de maintenir les lieux publics propres et permettre aux familles de se déplacer en toute commodité pour rendre visite aux proches. La responsable du département de la communication et du développement de l'établissement NETCOM, Nassima Yakoubi a précisé dans une déclaration à l'APS que ses services ont intensifié les activités de nettoyage durant les deux jours de l'Aïd El Fitr au niveau des lieux publics, de lieux de promenade et de loisirs où il y a une forte affluence des visiteurs notamment aux Sablettes, au jardin d'El Hama et au parc de Ben Aknoun, en sus des lieux de rassemblement à l'instar de la Place des martyrs et de la Grande Poste. Pour ce faire, l'entreprise NETCOM a mobilisé 4200 agents et 370 camions pour 350 patrouilles de nettoyage notamment au niveau des marchés et des cités à forte concentration populaire, a fait savoir Mme Yakoubi. Il s'agit notamment du nettoyage des routes durant la nuit de l'Aïd El Fitr, l'enlèvement des déchets dans les cités et les espaces publics ainsi que les routes menant aux mosquées et environs, et ce dans le cadre du parachèvement du programme de l'établissement tracé au mois de Ramadhan.

BAISSE DU VOLUME DES DÉCHETS DURANT LE RAMADHAN

Le volume de déchets ménagers levés au niveau d'Alger "a reculé de près de 11 %



durant les premiers 25 jours du Ramadhan et les quantités de pain collectées ont baissé de 48 %" par rapport à la même période de l'année passée. La responsable a indiqué que "ses services ont procédé au niveau des 26 communes relevant du territoire de compétence, à l'enlèvement de 23.918 tonnes de déchets contre 27.003 tonnes de déchets l'année dernière". Concernant le pain, l'aliment le plus gaspillé, "près de 6.5 tonnes ont été collectées, contre 12.5 tonnes l'année dernière, soit une baisse de 48%". Mme Yaakoubi a souligné, à ce propos, que "le gaspillage du pain a amené les services de son entreprise à réserver des camions spécialement pour le ramassage des

quantités de pain jetées", appelant les citoyens à une consommation rationnelle de tous les aliments". La responsable a expliqué le recul du taux d'ordures par "les opérations de sensibilisation menées par l'entreprise ainsi que les différents acteurs sur le terrain, auprès des écoles et des ménages et dans les places publiques pour sensibiliser le citoyen sur les effets du gaspillage sur l'environnement et la santé". Pour leur part, des agents d'entretien ont affirmé à l'APS que nombreuses étaient les difficultés rencontrées au quotidien sur le terrain, notamment en ce qui concerne "l'augmentation du volume des ordures, l'utilisation de sacs inadéquats, et le jet anarchique de produits

dangereux (verre, aiguilles médicales, etc.) entraînant souvent des accidents du travail". Les acteurs au niveau de ce secteur sensible ont préconisé "d'associer les citoyens à la préservation de l'environnement de manière efficace, à travers le respect des endroits et des heures de dépôt des ordures, fixées de 18h00 à 21h00, et l'utilisation de sacs adéquats, en poursuivant le tri des produits organiques et produits recyclables". L'entreprise a également invité les citoyens à coopérer et à prendre contact avec ses services pour transmettre leurs préoccupations, à travers les lignes réservées à cet effet (023.55.31.38) ou sa page facebook. **APS**

Le système d'information national sur la situation de l'enfance «prêt à être mis en service»

La déléguée nationale à la Protection et à la Promotion de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a annoncé mercredi à Alger que le système d'information national sur la situation de l'enfance en Algérie "est prêt à être mis en service", en coordination avec tous les intervenants. Intervenant en marge d'un Iftar collectif dédié aux enfants orphelins, en coordination avec l'Instance nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche au Centre de prise en charge socio-psychologique de Bentalha (Alger), Mme Cherfi a souligné que le

système d'information national sur la situation de l'enfance en Algérie est prêt à être mis en service, ajoutant qu'il sera alimenté par toutes les statistiques relatives à l'enfance de façon périodique et en temps réel, par les secteurs et instances concernés et les acteurs de la société civile. "Ce système d'information qui renfermera toutes les statistiques relatives à l'enfance, notamment en matière d'éducation, de formation, de santé et de protection de l'enfance et des catégories vulnérables, aura un rôle important dans le dévelop-

ment des politiques nationales de promotion et de protection de l'enfant", a ajouté Mme Cherfi. Concernant cet iftar collectif, elle a affirmé que "de telles occasions reflètent la cohésion entre les enfants du peuple algérien, ce qui contribue à la consolidation de la culture de solidarité et des liens d'unité entre les différentes franges de la société". Pour sa part, le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche, Mustapha Khiati a relevé que "cet iftar collectif devenu une tradition, s'est

déroulée cette année avec la participation des étudiants de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) qui ont contribué à l'acquisition de vêtements de l'Aïd pour les orphelins en vue de renforcer les liens sociaux entre les membres de la société algérienne". Cette occasion à laquelle ont pris part nombre d'acteurs de la société civile a été marquée par la distribution de vêtements de l'Aïd à plus de 150 orphelins ainsi que l'organisation d'activités de divertissement pour les enfants".

R. N.

LA LAURÉATE DU CONCOURS DE RÉCITATION DU CORAN ASPIRE À HONORER L'ALGÉRIE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

La lauréate du concours national de récitation du Saint Coran, Soumia Amir, originaire de Blida, ambitionne de participer à des concours mondiaux et d'honorer l'Algérie, a-t-elle confié. La jeune Soumia Amir a exprimé dans une déclaration à l'APS, en marge de sa distinction par le wali de Blida, Ahmed Mabel, son souhait de "participer à des compétitions internationales pour honorer l'Algérie", en soutenant avoir les "capacités de relever ce défi". "J'ai réalisé mon rêve et celui de mon père en obtenant le titre de cette compétition nationale après de nombreuses participations locales et nationales qui m'ont qualifié à la finale", a déclaré cette jeune lauréate de 26 ans, diplômée de "l'université Saad Dahleb" avec un Master en génie chimique. Le mérite de cette performance devenue une "source de fierté" pour sa famille, revient à Dieu, mais aussi au soutien de son père, qui l'a accompagné depuis qu'elle a commencé l'apprentissage du Saint Coran à l'âge de six ans, a-t-elle signalé. "Mon père a toujours été là pour me remonter le moral à chaque fois que je rate la première place", a précisé la lauréate qui était accompagnée de sa famille. Après avoir souligné la contribution de son apprentissage du Coran dans la réussite de son cursus universitaire, qui a été couronné par un Master en génie chimique, Melle. Soumia Amir a appelé les parents qui désirent que leurs enfants réussissent dans leur vie, à les inscrire dans des écoles coraniques pour apprendre le Coran. S'agissant de ses projets futurs, Soumia a indiqué, qu'outre une carrière professionnelle, elle aspire à regrouper les dix lectures du Coran, et à enseigner le Saint Coran aux jeunes générations, conformément aux conseils de son père, Nadir Amir. Ce dernier n'a pas manqué, d'ailleurs, d'exprimer sa "fierté" à l'égard de l'exploit de sa fille. "Ma fille a réalisé son rêve et le mien, car j'ai toujours voulu que l'un de mes quatre enfants soit un réciteur du Coran", s'est-il félicité, observant que Soumia a montré dès sa tendre enfance, un talent "inné" et une "volonté sans égale" pour l'apprentissage et la récitation du Coran. "Les Cheikhs et les enseignants chez qui elle a étudié lui ont toujours prédit un bel avenir dans la mémorisation du Coran", a, encore, ajouté M. Nadir Amir, exprimant son souhait que sa fille ait l'opportunité de "représenter et d'honorer l'Algérie à l'échelle internationale".

Les autorités locales de Blida ont honoré Soumia Amir en lui offrant une Omra aux Lieux Saints de l'Islam, en compagnie de son père, en plus d'une somme d'argent en reconnaissance de ses efforts pour honorer sa wilaya. A noter également que Soumia a été honorée, dans la nuit de lundi à mardi, par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, lors de la cérémonie de distinction des lauréats du concours national de récitation du Saint Coran et de célébration du patrimoine islamique, qu'il a présidé à la Grande mosquée d'Alger.

R. N.

Energies renouvelables : le partenariat, un pilier central

Afin d'atténuer tant bien que mal le déclin continu de la production et des exportations pétro-gazières, aggravé par une consommation interne en forte progression, les autorités comptent beaucoup sur les énergies renouvelables (EnR) et en particulier sur l'immense potentiel solaire du pays...



Le président directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, et l'ambassadrice du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, ont convenu d'organiser des rencontres périodiques et des ateliers de travail avec des experts danois sur les énergies renouvelables pour un échange d'expériences, indique un communiqué du groupe. Le Pdg de Sonelgaz a reçu l'ambassadrice, au siège de la Direction générale de Sonelgaz, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération institutionnelle entre l'Algérie et le Royaume du Danemark dans le domaine énergétique, a précisé la même source. Les deux parties ont évoqué plusieurs questions à même de « renforcer le partenariat et la coopération entre Sonelgaz et les entreprises énergétiques danoises, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'efficacité énergétique et l'intégration des énergies renouvelables au réseau d'électricité. « Les opportunités de participation des entreprises danoises à la mise en œuvre du projet de 2000 mégawatt en énergies renouvelables avec la possibilité de faire appel à l'expérience du Royaume du Danemark concer-

nant la production de l'électricité par énergie éolienne » ont été également évoquées. Le même jour, le Pdg de Sonelgaz a reçu une délégation du groupe d'énergie solaire « Cluster Energy Solar » composée du président de son conseil d'administration, Mehdi Bendimerad et de son directeur général Boukhalfa Yaici. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège de la direction générale du groupe en présence des cadres dirigeants, il a été procédé à l'examen des moyens et perspectives de coopération entre Sonelgaz et « Cluster Energy Solar » concernant les projets des énergies renouvelables. Les deux parties ont discuté des opportunités d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables, dont le projet du programme national de 15.00 mégawatts. Dans ce cadre, M. Adjal a souligné le rôle de Sonelgaz en tant que « locomotive pour la promotion de l'intégration nationale », affirmant que le groupe poursuivra ses efforts pour faire aboutir ce programme national ambitieux », conclut le communiqué. Afin d'atténuer tant bien que mal le déclin continu de la production et des exportations pétro-gazières, aggravé par une

consommation interne en forte progression, les autorités comptent beaucoup sur les énergies renouvelables (EnR) et en particulier sur l'immense potentiel solaire du pays. Elles ont d'ailleurs décidé de les exploiter assez tôt, dès 2011, dans le cadre du programme de développement des EnR adopté par le gouvernement. Lors de son lancement, il ambitionnait d'atteindre, en 2030, une puissance de 12 000 mégawatts (MW),

essentiellement solaires, réservés à la consommation interne avec une option de 10 000 MW pour l'exportation. Le programme a été réactualisé en 2015 et élevé à 22 000 MW avec la même option d'un supplément de 10 000 MW venant s'y ajouter pour l'exportation. Le programme ne s'est cependant pas déroulé comme prévu et a connu une longue période de stagnation au cours de laquelle moins de 400 MW ont pu être réalisés,

en 10 ans, soit environ 1,7% seulement des 22 000 MW/an. Bien que l'électricité verte soit appelée à jouer un rôle appréciable dans le futur mix, c'est le gaz naturel qui restera pendant très longtemps encore la source prépondérante de production électrique. A ce titre, en plus des EnR et des économies d'énergie, le gros des efforts devrait porter sur l'exploration et la production de toutes les sources de gaz.

Youcef Salami

Asmidal : de la révolution agraire à la sécurité alimentaire

Le Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaires, Asmidal, met le cap aujourd'hui sur l'optimisation de sa ligne de production grâce aux investissements importants lancés au cours des trois dernières années, et ce après avoir contribué pendant des décennies au développement du secteur agricole en Algérie avec la production de différents types d'engrais. Depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, l'Algérie a mis en place des politiques judicieuses pour assurer l'exploitation de ses richesses et amorcer le développement de ses industries, notamment après la nationalisation des mines en 1966 et des hydrocarbures en 1971, en lançant plusieurs projets de réalisation de grandes usines dans plusieurs domaines, dont le Groupe des engrais azotés à Oran entré en service en 1970, suivi du Groupe d'engrais phosphatés à Annaba en 1972, deux affluents importants de la révolution agraire. Après des années d'activités intenses au service des agriculteurs à travers le pays, les usines d'Annaba et d'Oran ont été fusionnées et le Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaire, "ASMIDAL", est né en septembre 1984, après la restructuration de la Société nationale de transport et de la commercialisation des hydrocarbures, Sonatrach. L'ancien ingénieur au complexe des engrais phosphatés à Annaba (Fertial), Abdelmalek Layachi se rappelle de cette période étant l'un des premiers ingénieurs à relever le défi de

réussite de la production des engrais en Algérie. Il avait bénéficié avec d'autres étudiants, à la fin des années 1970, de bourses d'études en Grande-Bretagne dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant à former une main d'œuvre qualifiée capable de gérer les différentes usines. "J'ai terminé mes études en 1982 et après deux ans de travail au complexe d'Annaba, les pouvoirs publics avaient décidé de restructurer Sonatrach et de lancer Asmidal, une décision prise en vue de relancer la production des engrais", a confié M. Layachi dans une déclaration à l'APS, évoquant les nombreux défis confrontés en vue d'assurer le bon fonctionnement des unités de production. Il a cité notamment les défis relatifs à la disponibilité des pièces de rechange. "Nous avons adopté des solutions innovantes car l'importation était complexe et prenait du temps à cette époque", a-t-il dit. Vu la grande expérience des ingénieurs retraités "les unités de production font appel à ces derniers jusqu'à présent", a-t-il souligné tout en souhaitant voir des programmes de formation de haut niveau "pour former une nouvelle génération de main d'œuvre qualifiée et capable de reprendre le flambeau". En 2012, le groupe ASMIDAL s'est doté de trois filiales et de quatre holdings spécialisées dans la production, la commercialisation et le développement des engrais, des aliments et des produits phytosanitaires, la maintenance industrielle, la formation,

le gardiennage et l'accompagnement sécuritaire. Conscient de l'importance de la qualité dans le développement du secteur agricole, le groupe a renforcé ses structures avec deux laboratoires d'analyse des produits bruts, d'engrais, de sols et d'eau destinée à l'irrigation à Bouira et à Biskra. Il dispose également de deux unités réservées aux produits phytosanitaires dans leur forme liquide et en poudre à Blida et à Alger et de deux autres unités de fabrication d'aérosols sous forme de vaporisateur à Mascara et à Batna.

Des investissements importants depuis 2020

La filière des engrais n'a eu de cesse de relever des défis depuis l'indépendance. Après la révolution agraire dans les années 70 du siècle dernier, le secteur tend aujourd'hui à relever le défi en contribuant à la réalisation de l'objectif de la sécurité alimentaire tracé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Depuis 2020, le groupe a lancé des investissements importants en vue de développer ses activités, de répondre aux besoins des agriculteurs en termes d'engrais et de s'orienter vers l'exportation, à l'instar du projet de production d'herbicides (solide et liquide), qui sera réalisé dans la zone de Bir Labiod dans la commune de Guidjel (Sétif). A l'occasion de la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de la

souveraineté nationale, le groupe a lancé, en 2022, le projet du phosphate intégré, un investissement qui s'élève à près de 7 Mds Usd, dans le cadre d'un accord de partenariat algéro-chinois. Il s'agit d'un projet de grande envergure qui englobe le développement et l'exploitation d'une mine de phosphate à Bled el Hadba (Tebessa), la transformation chimique des phosphates à Oued Kébérît (Souk Ahras), la fabrication des engrais à Hadjar Soud (Skikda), et les installations portuaires du port d'Annaba. Vu que l'Algérie tient compte également des dimensions sociales des différents projets, le projet du phosphate intégré permettra d'apporter une grande dynamique à la région est du pays, avec la création de près de 12.000 postes d'emploi lors de l'étape de création, 6.000 emplois directs et près de 24.000 emplois indirects lors de la mise en service. Le groupe travaille également, depuis octobre 2021, sur un projet de production de 200.000 tonnes d'aliments de bétail et de volaille de type "Phosphate mono-calcique/di-calcique" et de 120.000 tonnes d'engrais de type "triple super phosphate", grâce à la Société algérienne de la nutrition animale et végétale créée par "ASMIDAL" dans le cadre d'un partenariat avec le groupe MANAL, lequel permettra la valorisation du phosphate de Djebel El-Onk à Tébesa et la substitution à l'importation des produits destinés à l'alimentation animale et la nutrition végétale.

R. E.

Oran : des visites familiales et des activités de solidarité au premier jour de l'Aïd

L'Association d'aide aux enfants cancéreux a, pour sa part, organisé une visite aux enfants hospitalisés au niveau du Centre anti-cancer de Messerghine. Des cadeaux et des gâteaux leur ont été distribués pour apporter un peu de gaieté à ces jeunes malades contraints de passer la fête de l'Aïd loin de leurs familles...

Les habitants d'Oran, à l'instar des autres wilayas du pays, ont célébré l'Aïd El-Fitr dans une ambiance festive, marquée par les visites familiales, en plus de l'organisation d'activités de solidarité au profit des enfants cancéreux. Une fois la prière de l'Aïd accomplie, les fidèles se sont échangés les vœux, dans une ambiance conviviale qui caractérise les fêtes religieuses permettant la consolidation des unions sociales et familiales dans la société. Alors que certains ont choisi de passer Aid El Fitr aux côtés de leur famille, d'autres se sont rendus avec leurs enfants dans les jardins publics pour partager des moments agréables et prendre des photos-souvenirs. La tradition de se rendre aux cimetières pour se recueillir à la mémoire des disparus et invoquer pour eux la miséricorde de Dieu Tout-Puissant, est ancrée chez beaucoup de familles oranaises. L'Association d'aide aux enfants cancéreux a, pour sa part organisé une visite aux enfants hospitalisés au niveau du Centre anticancer de Messerghine. Des cadeaux et des gâteaux leur ont été distribués pour apporter un peu de gaieté à ces jeunes malades contraints de passer la fête de l'Aïd loin de leurs familles. "Les membres de l'association ont préféré partager la joie de l'Aïd avec les enfants cancéreux, pour les soutenir dans leurs combats contre la maladie", a déclaré le président de cette association, Mohamed Bensekrane. "Les enfants se sont montrés joyeux suite à notre visite qui leur a fait oublier la maladie et la souffrance pour un laps de temps", a-t-il ajouté. L'Association d'aide aux enfants cancéreux a accompagné ces enfants et leurs gardes-malades (mères en général)



tout au long du mois du Ramadhan en leur assurant des repas chauds. Par ailleurs, la ville a commencé à s'animer au fil des heures. Des commerces, des boulangeries et des stations de services ont assuré la permanence, au cours de ce premier jour d'Aïd El Fitr, un peu partout dans les différents quartiers de la cité, à l'instar de Ibn Rochd, USTO, point du jour, El Hamri, Haï Djamel Eddine. Le transport a été également assuré, depuis le début de la matinée, par le

tramway, les bus et les taxis, afin de permettre aux familles de se déplacer. A Mascara, une visite au profit des pensionnaires de la maison des personnes âgées du chef lieu de la wilaya, a été organisée pour partager la joie de cette fête avec eux, a-t-on appris auprès de la direction de l'action sociale (DAS). Cette initiative a été organisée en collaboration avec la direction de la sûreté de wilaya, les communes de Mascara et de Sig. Neuf associations ont animé un pro-

gramme de chants folkloriques et des spectacles. Des cadeaux et des gâteaux ont été offerts aux pensionnaires de cet établissement dans une ambiance conviviale, qui leur a fait oublier l'amertume d'être privés de leurs familles dans de pareilles occasions. Le wali de Mascara, Omar Rouabhi, accompagné des autorités locales, s'est rendu à cette maison des personnes âgées, située dans la région "Kheissiba", pour partager la joie de cette fête avec elles et leur distribué des cadeaux.

OUARGLA : LA MOSQUÉE «SIDI BÂAFOU», UN CENTRE DE RAYONNEMENT CULTUEL DU VIEUX KSAR

La mosquée « Sidi-Bâafou », un des sites archéologiques et haut lieu du patrimoine du vieux ksar de la ville d'Ouargla est un centre de rayonnement culturel dans la région. Implanté dans un endroit stratégique permettant à tout fidèle d'y accéder, ce lieu de culte, dont la date d'édification remonte, selon des sources historiques, au début de la propagation de la religion islamique en Afrique du Nord, fût appelé « Masjid Sultan » (la mosquée du Sultan), avant d'être rebaptisé du nom du saint patron « Sidi Bâafou », un éminent Imam ayant conduit les prières, et dont le mausolée jouxte la mosquée. Pour parer à une éventuelle dégradation de cet établissement culturel, il a été préconisé durant longtemps des opérations de réhabilitation et de restauration, dont la correction de son minaret auparavant de forme carrée lui donnant une forme hexagonale, selon les explications de la direction des affaires religieuses et des wakfs. Ce monument culturel avait également bénéficié, durant les années quatre vingt dix, de travaux de rénovation ayant ciblé le préau, l'extension de la salle de prière pour contenir le grand flux des fidèles, en plus de la réalisation d'une salle d'enseignement coranique, ainsi qu'une bibliothèque riche en manuscrits et documents traitant divers domaines de la science et du savoir religieux et socioculturel, a indiqué la même source. Outre sa première vocation d'accueil des cinq prières et celle de la Joumouâ (prière de vendredi), cette mosquée sert de cadre à diverses activités culturelles et sociales, dont des Halaqate, récitation du Saint-Coran, aux côtés des fêtes religieuses, et d'autres actions d'intérêt social.

R. R.

Timimoun : une récolte de plus de 24.000 quintaux de céréales attendue cette saison

Une production de plus de 24.000 quintaux (qx) de différentes variétés de céréales est attendue dans la wilaya de Timimoun, au titre de l'actuelle saison agricole (2022-2023). Cette récolte prévisionnelle qui concerne notamment le blé dur, tendre et l'orge, sera réalisée sur une superficie de 6.000 hectares (HA) répartie entre les régions d'Aougrout, Tinerkouk et Amguiden, a affirmé à l'APS, le directeur du secteur, Rafik Benmanssour. Dans le cadre des préparatifs de la prochaine

campagne moisson-battage qui débutera en mai prochain, des commissions ont été mobilisées pour effectuer des visites de terrain afin de s'enquérir de l'état des périmètres agricoles et la collecte de statistiques précises sur le rendement prévu, a ajouté le même responsable. La wilaya de Timimoun dispose de vastes étendues de terres agricoles aptes à la mise en valeur, qui suscitent de l'engouement des investisseurs désireux de se lancer dans cette filière stratégique, a souligné M. Ben-

manssour, signalant que le secteur a bénéficié cette année de deux projets relatifs à l'ouverture de pistes d'accès aux périmètres agricoles et le raccordement de plus de 3.000 exploitations au réseau d'électrification. La DSA de Timimoun prévoit, après approbation du ministère de tutelle, la concrétisation d'autres projets, dont la réalisation de chambres froides et l'ouverture d'un marché de gros de fruits et légumes, a-t-on indiqué.

R. R.

Tizi Ouzou célèbre le Mois du patrimoine : retour sur les savoir-faire ancestraux

A l'instar des autres wilayas, Tizi Ouzou n'a pas manqué l'opportunité de célébrer, au niveau de la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le Mois du patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie. Au niveau du grand hall de l'enceinte culturelle, l'exposition Tajadith (héritage ancestral) du jeune artiste plasticien Sofiane Ait Ammar, qui fixe en dessin miniature bichrome (noir et blanc) la beauté et la richesse du patrimoine matériel et immatériel algérien, a été inaugurée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Abrisée

par la galerie d'art du théâtre de verdure Mohia, l'exposition de l'enfant du village d'Aït Ali Ouharzoune (commune d'Iboudrarene), organisée par la Direction de la culture et des arts dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril/18 mai), accorde la part belle aux Thiliwa (les sources). Le projet de cette exposition a coulé de source à partir des anciennes Thiliwa d'Ath Ali Ouharzoune. «J'ai une passion particulière pour les anciennes sources abandonnées que j'aime dessiner. Thiliwa sont des espaces qui occupent une place

importante dans les villages», a indiqué Sofiane Aït Ammar. L'artiste a commencé par dessiner toutes les sources de son village et c'est de là qu'a jailli l'idée du projet d'une exposition autour de Thiliwa, en particulier, et du patrimoine, en général. Une exposition qui sera enrichie avec des dessins miniatures et aquarelles d'anciennes maisons et mosquées et qui sera intitulée "Tajadith". Le choix du noir et blanc pour dessiner le patrimoine est dicté par la volonté de l'artiste de retransmettre le cachet ancien du modèle. «Pour le thème Thili-

wa je préfère me limiter au noir et blanc pour préserver et retransmettre l'aspect ancien des sources. C'est une sorte de voyage dans le temps pour aller à la redécouverte de ces espaces», a-t-il indiqué. Sofiane Ait Ammar a saisi l'occasion pour déplorer la perte du cachet ancien et séculaire des veilles sources lors de certains travaux de réhabilitation où de nouveaux matériaux industriels sont introduits, «défigurant» ainsi l'aspect naturel de Thiliwa, anciennement construites en pierres dans leur forme naturelle.

R. R.

Le secteur pharmaceutique en Algérie, une ex



ABDERRAHMANE MEBTOUL
Professeur des universités, expert international, docteur d'Etat 1974,
Directeur d'études ministère Industrie-Energie 1974/1979-1990/1995-2000/2006-2013/2015, Président de la commission transition énergétique des 5+5+ Allemagne en juin 2019.

L'industrie pharmaceutique est le secteur économique qui regroupe les activités de recherche, de fabrication et de commercialisation des médicaments pour la médecine humaine et animale, dont la bonne santé ainsi que les produits alimentaires sains et l'environnement sont eux-mêmes cruciaux pour la santé de l'être humain. La présente contribution au développement national sur un sujet extrêmement sensible doit beaucoup à de nombreux amis praticiens et de professeurs d'université de médecine et de sociologie que je tiens vivement à remercier.



1.- l'OMC dans un rapport en date du 19 juillet 2022, en 2021, le total des importations et des exportations de produits médicaux au niveau mondial, qui était évalué à 2028 milliards de dollars en 2019, est passé à 2654 milliards de dollars en 2021, avec un taux de croissance annuel de 14,4%. Replacé dans le contexte mondial, le marché du médicament est dominé de très loin par les États-Unis (45 % des ventes mondiales), devant la Chine (8,3 %), le Japon (7,8 %), l'Allemagne (7,8 %) et la France (3,7 %). La région MENA avec 27 Mds de \$US représente à peine 2,1% de part du marché mondial. L'épidémie de Covid-19 a mis en lumière la dépendance de l'industrie pharmaceutique de nombreux pays vis-à-vis de ses fournisseurs chinois et indiens, qui produisent 60 à 80% des principes actifs pour des traitements aussi vitaux que les antibiotiques, les anticancéreux et les vaccins. Ainsi, l'in-

dustrie pharmaceutique en Inde devrait atteindre 65 milliards de dollars d'ici 2024 et 120 milliards de dollars d'ici 2030 étant évaluée en 2022 à 50 milliards de dollars, étant un exportateur majeur de produits pharmaceutiques, avec plus de 200 pays desservis par les exportations, fournissant plus de 50 % des besoins de l'Afrique en génériques, environ 40 % de la demande de génériques aux États-Unis et environ 25 % de tous les médicaments au Royaume-Uni. représentant également environ 60 % de la demande mondiale de vaccins et est l'un des principaux fournisseurs de vaccins DTC, BCG et contre la rougeole. 70% des vaccins de l'OMS (conformément au calendrier de vaccination essentiel) proviennent d'Inde. Les dix plus grands laboratoires sont les suivants par ordre décroissant : - Pfizer (USA) : 100,0 milliards de dollars ; Johnson & Johnson (USA) : 95,0 milliards de dollars - Roche (Suisse) :

63,3 milliards de francs suisses - Merck & Co (USA) : 59,3 milliards de dollars -- AbbVie (USA) : 58,1 milliards de dollars -- Novartis (Suisse) : 50,5 milliards de dollars - Bristol-Myers Squibb (USA) : 46,2 milliards de dollars - Sanofi (France) : 42,3 milliards d'euros - Astra-Zeneca (Royaume-Uni) : 44,3 milliards de dollars - GSK (UK) : 29,3 milliards de livres (pounds). Nous avons d'autres grands laboratoires pharmaceutiques globaux comme Takeda Pharmaceutical (Japon), Eli Lilly (28,5 milliards de dollars en 2022 et certains grands laboratoires pharmaceutiques chinois (ex. Sinopharm) actifs surtout dans les vaccins pourraient intégrer cette liste. Cependant, nous assistons au développement de médicaments frauduleux où d'après l'Institut international de recherche anti-contrefaçon de médicaments (IRACM), un investissement de 1.000 euros dans les médicaments contrefaits génère

un bénéfice de 200.000 à 400.000 euros et selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 10 à 15% des médicaments qui circulent dans le monde sont des médicaments falsifiés y compris les psychotropes fabriqués dans des laboratoires clandestins, qui mettent en danger la santé de ceux qui les utilisent. Une étude du World Economic Forum estime que le chiffre d'affaires mondial des faux médicaments représente 10 à 15% du marché pharmaceutique, soit 100 à 150, voire 200 milliards de dollars. Ces faux médicaments selon un rapport de l'ONU fin 2021 sont estimés à 605 tonnes de produits médicaux faisant l'objet d'un trafic qui ont été saisies rien qu'en Afrique de l'Ouest et sont à l'origine d'un demi-million de décès en Afrique subsaharienne. L'un des principaux obstacles réside dans le fait que, trop souvent, la contrefaçon et le piratage sont considérés comme des

infractions qui ne sont pas traitées, alors qu'ils sont dans le cadre d'une criminalité transnationale, générant de nombreuses prises criminelles complexes. Selon l'Institut international de médicaments est jadis le plus lucratif qu'il y ait. Selon une étude récente de l'Organisation mondiale de la Santé, les contrefaits génèrent 100 milliards d'euros chaque année, tant, qui a triplé en valeur et représente 10 à 15% du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique. L'investissement de 100 milliards rapporte jusqu'à 1000 milliards, alors que pour le trafic d'opium, le trafic d'opium représente 20.000 dollars. 2.-La structuration de la production pharmaceutique est étroitement liée aux mutations économiques internes et mondiales, sous l'effet de l'environnement technologique et des nouvelles technologies, les comportements de consommation, de nouveaux besoins, appuyés sur le système de santé, de la nature et les défis de l'avenir, notamment un travail pour éviter les divorces, la détérioration de l'achat, les comportements, d'hygiène, l'impact de la cellule, servait de tampon, engendrant des problèmes avec la sociologie et des besoins spécifiques nécessitant des médicaments au niveau des sociétés en développement de l'influence sur le comportement, nombreuses pathologies, maladies cardiovasculaires, troubles psychiques, du tabac où un cancer, au tabagisme, le cancer du poumon, des cas sont liés avec d'autres infections, bouche, lèvres, paupières, utérus ; de la consommation des drogues, le marché de 400 à 500 milliards par an avec des problèmes de dépression, contamination, contamination, stabilité psychique, etc...Nous assistons à l'émergence de nouvelles maladies, et des impacts sur l'environnement dont le climatisme où la pollution ambiante étant un problème, lesquel l'impact de l'acidification de l'atmosphère, de l'ozone troposphérique et les effets des substances inorganiques. Selon différents rapports, entre 2030 et 2050, que le changement climatique ne près de 250 000 personnes par an, dus à la paludisme, à la diarrhée, lié à la chaleur et les dommages directs de l'exclusion des facteurs déterminants que l'agriculture et le développement se situe en

JOURS MONDIAUX

Expérience réussie de développement industriel

font pas de vic-
s'inscrivent dans le
inalité organisée
rée par des entre-
vastes et com-
erpol, le trafic de
usqu'à dix à vingt
ue celui d'héroïne.
du Forum écono-
les médicaments
nt 120 à 160 mil-
que année. Ce mon-
l'espace de 5 ans,
15 % du marché
mondial, où un
1000 dollars peut
500.000 dollars
même investisse-
héroïne rapporte

moniale de la
aceutique est inti-
ouvelles transfor-
ques et sociales
es. Nous avons les
ement et des nou-
s qui influent sur
s avec de nou-
ant une influence
anté. Les agression
inquiétudes vis-à-
amment de trouver
les enfants, les
oration du pouvoir
ntritions de loge-
la mal vie et l'écla-
ule familiale, qui
social, tout cela
angoisses et des
es effets psycho-
nc des traitements
tant une médecine
ents adaptés. Au
s, nous avons le
e l'alcool avec une
développement de
ologies, cancers,
sculaires et diges-
système nerveux et
es; des effets nocifs
cer sur trois est dû
lus connu étant le
n, dont 80 à 90 %
au tabagisme actif
mpacts : gorge,
ncréas, reins, ves-
drogue où l'écono-
représenterait un
00 milliards de dol-
s effets sur la santé
piratoire, intoxican-
n, surdose, vulné-
ne ou physique.
s à l'apparition de
s (le coronavirus)
la santé de l'envi-
le réchauffement
pollution de l'air
des facteurs pour
est le plus connu :
l'air, formation
rique, appauvris-
ne d'ozone ; parti-
s respiratoires des
niques.

rapports de l'ONU,
0, on s'attend à ce
climatique entraî-
décès supplémen-
la malnutrition, au
arrhée et au stress
que le coût des
pour la santé (à
ûts dans des sec-
s pour la santé tels
l'eau et l'assainis-
tre 2 et 4 milliards

de dollars US par an d'ici 2030, coût impossible à supporter pour les surtout les plus vulnérables.

Ainsi en Afrique ne produit que 3 % des médicaments qu'elle consomme et si certains pays possèdent des unités de production comme l'Égypte, l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud ou encore le Sénégal, cette dépendance extérieure s'est rappelée de manière dramatique aux gouvernements au moment de la pandémie de Covid-19. Le continent a été le grand perdant dans la course mondiale aux vaccins et aux médicaments. Cet épisode a provoqué une prise de conscience sur la nécessité de produire davantage localement avec la ratification du traité sur la création d'une Agence africaine du médicament qui traînait en octobre 2021.

Mais beaucoup d'obstacles doivent encore être surmontés pour renforcer la production pharmaceutique, notamment liés au manque de compétences locales, avec l'exode massif des compétences favorisant les pays développés. Par ailleurs existent un lien dialectique entre sous nutrition, productivité baisse du niveau scolaire santé et besoin de médicaments les conséquences économiques, sociales, médicales et sur le développement de la charge mondiale de la malnutrition étant graves et persistantes aussi bien pour les individus et leurs familles que pour les communautés et pour les pays. Selon bon nombre de professeurs en médecine et sociologues, face à cette demande, la société est une proie facile pour certaines stratégies commerciales, à diffuser sur le marché différents produits alimentaires, certains compléments alimentaires ou des régimes amaigrissants, la nutrition et l'alimentation devenant ainsi l'objet d'un marché dans lequel la rentabilité économique prime sur la santé où dans ce contexte, le rôle des médecins comme garants de la santé.

3.- Qu'en est-il de la stratégie algérienne concernant le secteur sensible intimement lié au secteur de santé? D'une manière générale, du fait du caractère social de l'Etat, l'Algérie a pu, de la sorte et tout en prônant une politique d'élargissement de l'accès aux soins pour toute sa population, arriver à imposer des prix du médicament parmi les plus bas de la région. C'est ce qu'a pu confirmer l'étude réalisée en 2018 par IQVIA, le cabinet de renommée mondiale en matière de connaissance des marchés pharmaceutiques à l'échelle de tous les pays qui note : « les prix en Algérie sont notamment inférieurs aux prix moyens dans les pays de référence à travers la majorité des aires thérapeutiques, indépendamment des aires thérapeutiques chroniques ou aiguës ; la cardiologie est la seule aire thérapeutique dans laquelle nous observons un prix moyen plus élevé ». C'est sans aucun doute une grande chance pour notre pays que de disposer d'un système de sécurité sociale, qui est un instrument formidable de généralisation de l'accès aux soins pour les citoyens.. Son poids croissant dans le financement de la demande de médicaments a conduit la CNAS à jouer un rôle actif dans la fixation du prix du médicament, à travers l'instrument efficace qu'a été le tarif de référence, instrument dont la mise en

place, en fixant un niveau de remboursement affiché au préalable, a poussé les fabricants à ajuster au fur et à mesure leur politique commerciale. Il est entendu que seule l'amélioration de la croissance économique globale du pays peut permettre de pérenniser ce système. Le secteur pharmaceutique national en Algérie a toujours été considéré comme un secteur politiquement et socialement sensible, à raison notamment de son rôle éminent comme un des piliers de la politique nationale de santé publique, où l'accès aux soins de base était du reste une des revendications récurrentes du mouvement national et un des aspects de la dénonciation de la politique coloniale en Algérie.

Ceci explique que le développement des infrastructures de soins ait connu une dynamique et des progrès incontestables, sous l'effet de politiques économiques publiques qui ont été suivies avec beaucoup de ténacité et de constance, depuis l'indépendance à ce jour. La croissance des besoins exprimés, en quantités et en qualités, à l'endroit de la santé publique, a suivi une dynamique encore plus marquée, en liaison notamment avec la très forte croissance démographique, l'élévation du niveau d'éducation et le mouvement d'urbanisation qu'a connu le pays.

Dans ce contexte général, le secteur national du médicament a accompagné l'évolution du système de soins, en s'adaptant progressivement à l'évolution du niveau de la demande nationale de produits pharmaceutiques, mais aussi en subissant de plein fouet toutes les restrictions sévères imposées, dans le contexte d'une gestion administrative et procédurière de l'économie nationale, aux importations de médicaments, de même qu'à leur production sur le territoire national.

4.- Avec une production de médicaments estimée à 2,4 Mds de \$US, l'Algérie représente 9% de parts du marché de la zone MENA, où le taux de couverture des besoins nationaux en médicaments est évalué à 66% en 2022 (source APS). Les efforts du secteur privé, conjugués à ceux de l'entreprise publique Saidal, ouvrent la voie à l'augmentation conséquente de l'offre de médicaments, à la diversification des produits mis en marché et à une pression à la baisse de leurs prix sur le marché interne.

La démonopolisation de l'activité pharmaceutique étant définitivement surmontée sur le terrain, l'autre obstacle sur le chemin était alors celui de la concurrence des laboratoires étrangers, détenteurs des technologies, des savoir-faire, des droits de licence sur les produits et qui, surtout, avaient la mainmise, établie de longue date, sur le marché interne du médicament. C'est pour sortir de ce blocage dangereux que le gouvernement algérien prend la décision, en 2008, de suspendre l'importation de tout produit fabriqué localement, dont les effets bénéfiques sont visibles à ce jour : croissance sans précédent de la production pharmaceutique algérienne ; baisse sensible du niveau des prix ; réduction de la facture d'importation. Un paradoxe : en dépit de ses succès, l'industrie pharmaceutique locale fait souvent l'objet d'attaques injustifiées. Il y a

toutes les raisons de penser que cette mauvaise image est souvent diffusée de façon sournoise par des groupes d'intérêts liés à l'importation. Force est de reconnaître que l'État algérien a beaucoup investi dans le secteur tant de la santé que des industries de production de médicament mais dont les résultats ne sont pas proportionnels à l'importance de la dépense monétaire devant revoir les méthodes de gestion pour optimiser l'effet de la dépense.

Comme dans tous les pays du monde (les USA considérée comme le chantre de l'oncle libérale le font), l'Algérie se doit de protéger une industrie naissante temporairement, à l'aide de mesures fiscales et douanières mais loin des mesures bureaucratiques administratives au moyen d'une régulation afin de favoriser l'équilibre offre/demande. Dans une période qui a connu une poussée très forte des importations, ce secteur est l'un des rares au sein de l'économie nationale à avoir vu la production locale gagner des parts de marché substantielles par rapport à la vague irrésistible de l'importation qui a vu l'entrée en production des nombreux projets d'investissement engagés qui vont conforter la résilience de l'appareil productif interne.

En quelques décennies, l'Algérie s'est hissée parmi les principaux producteurs pharmaceutiques d'Afrique. Le nombre d'entreprises pharmaceutiques activant dans le domaine de la production s'élevait en 2022 à près de 200 entreprises, dont 137 spécialisées dans la production des médicaments étant prévu .69 nouveaux projets d'investissements, dont 42 projets de fabrication des produits pharmaceutiques et 27 projets de production des équipements médicaux.

Devant être réaliste car fabriquer les matières premières pour ses propres médicaments. c'est un métier en soi et si on fabrique 2 ou 3 matières premières il faut le faire à grande échelle, pour le marché mondial et être compétitif par rapport aux autres joueurs américains, indiens et chinois où le monde aujourd'hui s'oriente vers la biotechnologie. Pour l'Algérie les axes stratégiques à court et moyen terme devant être axée dans la R&D, par l'innovation pharmaceutique, les parts des princeps, génériques, le processus de fabrication/contrôle de qualité, en orientant la production vers les bio-similaires et la création de produits issus de la culture cellulaire afin de réduire la facture d'importation. Cela explique la décision, conformément à ce qui se passe dans le monde, que le ministère des industries pharmaceutiques privilégiant le seul indicateur financier valable, la balance des devises, dans le cadre de la régulation des importations pharmaceutiques nationale afin de réduire la facture d'importation qui a été de 1,2 Mds Usd fin 2022 alors qu'elle s'élevait à près de 2 mds USD vers les années 2010/2020 avec le respect des normes requises dans le domaine de la production pharmaceutique restant l'unique condition d'investir dans ce domaine, a décidé l'annulation de la condition portant fixation du taux d'intégration à 30% pour homologuer le produit pharmaceutique en Algérie. Quelque 200 unités de production couvrent près de 70 %

des besoins du pays en générique, avec le dynamisme du secteur privé national. Selon le ministère du secteur, le nombre de médicaments de fabrication locale a augmenté avec 2.889 médicaments sur un total de 3.641 médicaments figurant sur la nomenclature nationale. Selon des enquêtes sur le terrain, menées par mes étudiants en doctorat, au niveau de Biopharm, un des champions dans le générique en Algérie, qui commercialise depuis peu des produits d'oncologies, des anticancéreux, dont l'élaboration nécessite des infrastructures complexes et des investissements massifs, ayant mis en place un laboratoire de R&D qui développera ses prochains produits en collaboration avec le milieu scientifique et universitaire algérien avec pour objectif de promouvoir une industrie locale du médicament générique qui représente aujourd'hui près 85% du marché.

On peut citer parmi les exemples de l'IMATINIB, un médicament pour le traitement de l'ulcère, dont le prix du princeps, fixé à 1600 DA/Boîte, a été réduit à 200 DA/Boîte et le même cas de figure avec le GLIVEC, un anticancéreux vendu par un grand laboratoire multinational (NOVARTIS) à 260 000 DA/Boîte, pour lequel cette société a pu proposer un générique à 25 000 DA/Boîte (pour plus de détail sur ce sujet voir notre contribution internationale parue le 15 avril 2023 dans Finantial-Afrik -Paris Dakar).

En conclusion, les défis de l'Algérie entre 2023/2025/2030 avec les profonds bouleversements géostratégiques et socioéconomique, concernant tous les secteurs, dont celui de l'industrie pharmaceutique, sera de passer à un niveau d'organisation supérieur, non seulement pour renforcer la production locale, mais pour s'imposer également sur les marchés extérieurs. La clef de l'avenir de l'Algérie est clairement celle des capacités de l'innovation et de la recherche scientifique en d'atténuant l'exode massif de cerveaux qui constitue une hémorragie tant pour l'Afrique que l'Algérie. Uniquement pour les médecins, sans compter toutes autres spécialisées, en 2021, on estime que 16 000 médecins et spécialistes algériens exercent dans le pays européen, et pour 2022 environ 1200 médecins algériens, de différentes spécialités, s'apprêtaient à partir en France pour travailler dans ses hôpitaux après leurs réussite aux épreuves de vérification des connaissances -EVC.

La capitalisation de ce savoir est l'axe fondamental du développement et pour le segment spécifique des industries pharmaceutiques, il y a lieu d'établir des connexions solides entre les nombreux laboratoires de recherche en place dans toutes nos universités et les entreprises pharmaceutiques nationales, où bon nombre d'entre elles ont déjà mis en place leurs propres laboratoires de recherche-développement et ont entrepris d'en faire la base solide de leur croissance future. Car la bonne gouvernance et le savoir sont le fondement du développement des Nations, devant développer les industries de l'avenir, les industries de la vie pour reprendre l'expression de Jacques ATTALI.

ademmebtoul@gmail.com

TUNISIE

ARRIVÉE D'UN NAVIRE AMÉRICAIN CHARGÉ DE 25 000 TONNES DE BLÉ



L'ambassade de Washington en Tunisie a annoncé, ce vendredi, l'arrivée d'un navire chargé de plus de 25 000 tonnes de blé américain, pour répondre aux besoins du pays. Cette cargaison "vise à aider le peuple tunisien à faire face à la pénurie de céréales résultant de l'invasion russe de l'Ukraine", selon un communiqué de l'ambassade. La Russie a entamé ce qu'elle qualifie d'opération militaire spéciale contre son voisin l'Ukraine, depuis le 24 février 2022, ce qui a poussé de nombreuses capitales européennes et Washington, à imposer de sévères sanctions à Moscou, sachant que la Russie et l'Ukraine sont parmi les plus grands producteurs de céréales au monde. Dans son communiqué, l'ambassade a expliqué que "Les États-Unis d'Amérique et la Banque mondiale, en partenariat avec l'Office (tunisien) des Céréales, ont fourni cet ingrédient de base pour la Tabouna (pain artisanal tunisien, ndlr), le couscous, les pâtes et d'autres aliments à base de céréales".

L'ambassadeur américain en Tunisie, Joey Hood, a, pour sa part, déclaré dans un discours diffusé sur le compte Facebook de l'ambassade, que "cette contribution vise à assurer la disponibilité de blé américain pour les familles tunisiennes, en prévision d'Aïd al-Fitr (fêté ce vendredi), et en particulier les familles qui en ont cruellement besoin." Selon les estimations officielles, la Tunisie importe environ 70 % de ses besoins en céréales. La Tunisie est en proie à la pire crise économique depuis son indépendance en 1956, laquelle crise, a été aggravée par les répercussions de la pandémie de Covid-19 et les incidences de la guerre en Ukraine. Le pays subit une pénurie d'eau et une baisse des réserves des barrages à cause des changements climatiques et des trois (dernières) années de sécheresse. Les températures élevées et les faibles précipitations enregistrées en Tunisie, ont affecté négativement de nombreuses cultures, dont les productions de céréales.

SOUDAN

L'armée régulière approuve une trêve de 72 heures, le bilan des combats grimpe à 413 morts

Quelques heures après que les paramilitaires des Forces de soutien rapide ont accepté une nouvelle trêve humanitaire, tandis que les combats font rage à Khartoum et à al-Jazira (centre) en ce jour de l'Aïd al-Fitr.

L'armée soudanaise a approuvé une trêve de 72 heures, à compter de ce vendredi, quelques heures après que les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) ont annoncé leur accord pour une nouvelle trêve humanitaire.

Les combats qui font rage dans la capitale Khartoum et dans l'État d'al-Jazira (centre), ont fait plus de 400 morts et plus de 3 500 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Par voie de communiqué, l'armée a déclaré qu'elle a « convenu d'une trêve de 72 heures, à compter de ce vendredi 21 afin de permettre aux Soudanais de célébrer l'Aïd al-Fitr et pour des raisons humanitaires. Les forces armées espèrent que les rebelles respecteront toutes les conditions de la trêve et s'abstiendront de toute action militaire qui pourrait la faire échouer ».

Vendredi à l'aube, les FSR ont annoncé, par voie de communiqué, leur accord pour une nouvelle trêve humanitaire de 72 heures, à compter de ce vendredi, sur la base de médiation coordonnée aux niveaux international, régional et local.

De violents combats ont eu lieu, vendredi matin, aux abords du palais présidentiel dans le centre de Khartoum et dans d'autres quartiers de la capitale. Les combats se sont étendus pour la première fois à l'État d'al-Jazira (centre) situé à 200 kilomètres au sud de Khartoum, selon des témoins oculaires à Anadolu.

Il s'agit de la troisième trêve décrétée depuis le début des hostilités. Les deux précédentes trêves humanitaires



ont été marquées par de nombreuses violations et accusations mutuelles des deux camps.

Au cours des derniers jours, des affrontements ont eu lieu entre l'armée soudanaise fidèle au général Abdel Fattah Al-Burhan et les paramilitaires des Forces de soutien rapide menés par le général Mohamed Hamdane Daglo, dit « Hemedti », dans neuf des dix-huit États que compte le Soudan.

Ces affrontements, qui ont éclaté à la mi-avril à Khartoum et dans d'autres villes du Soudan, ont fait 413 morts et 3 551 blessés, a indiqué l'OMS dans un communiqué rendu public vendredi.

Le ministre soudanais de la Santé, Haitham Mohamed

Ibrahim, a déclaré, dans une allocution télévisée, que plus de 400 décès avaient été enregistrés dans tous les hôpitaux du pays.

Cependant, des comités médicaux indépendants ont évoqué, dans des communiqués distincts, la difficulté d'obtenir des données précises sur le nombre exact de victimes, étant donné que les rues sont jonchées de cadavres et que certaines victimes ne peuvent être prises en charge en raison des combats.

Depuis samedi dernier, le Soudan est le théâtre de combats entre l'armée régulière

et les paramilitaires à Khartoum. Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités.

Les FSR ont été constituées en 2013 pour soutenir les forces gouvernementales dans leur lutte contre les mouvements armés rebelles dans la région du Darfour (ouest). Ces unités paramilitaires ont par la suite assumé des missions, notamment la lutte contre la migration irrégulière aux frontières et le maintien de l'ordre, avant d'être qualifiées de « rebelles » par l'armée après le déclenchement des hostilités.

I.M./agence Anadolu

AU CAMEROUN ET AU NIGERIA

Les fidèles affluent vers les mosquées pour la prière de l'Aïd El-Fitr

Des milliers de musulmans au Cameroun et au Nigeria ont afflué vers les mosquées pour la prière de l'Aïd El-Fitr.

Les fidèles au Cameroun se sont réunis à la Grande Mosquée de Yaoundé, la plus grande mosquée d'Afrique centrale, située dans la capitale camerounaise, à l'occasion de la prière de l'Aïd El-Fitr.

En raison du grand nombre de fidèles, certains ont dû prier dans le patio de la mosquée et d'autres dans la rue. Les musulmans camerounais ont coloré les rues de la ville avec leurs tenues spéciales pour l'Aïd al-Fitr.

Au Nigeria, pays qui compte

le plus grand nombre de musulmans en Afrique, les fidèles se sont rendus à la mosquée Al-Noor dans la capitale Abuja, aux premières heures de la matinée. A l'occasion de l'Aïd al-Fitr, hommes, femmes et enfants portaient des vêtements traditionnels colorés.

Après la prière, des invocations (douas) pour la sécurité, la prospérité, la paix et la stabilité dans le monde entier, ont été faites par les fidèles.

Au Nigeria, 52 mille agents de sécurité ont été déployés pour assurer, entre autres, la sécurité des fidèles lors de la prière de l'Aïd al-Fitr.

I.M./A.A.

Les MAE de l'UE discuteront lundi prochain de la guerre russo-ukrainienne et de la situation en Tunisie

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réuniront, lundi 24 avril 2023, au Luxembourg pour discuter des récents développements en Tunisie et au Soudan, ainsi que des répercussions mondiales de la guerre en Ukraine. Les ministres devraient entamer leur réunion par un petit-déjeuner informel avec la présidente du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, et le ministre islandais des Affaires étrangères, Thordis Kolbrun Reykfyrd Gylfadottir. Ils devraient ensuite

discuter des derniers développements de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et des conséquences géopolitiques plus larges de ce conflit, dont la question des achats conjoints d'armes par l'UE afin de les fournir à l'Ukraine, ainsi que de l'avenir de l'initiative céréalière de la mer Noire. Les ministres des Affaires étrangères devraient également évaluer la situation en Tunisie qui "s'est détériorée sur trois fronts - sur la question de la viabilité financière, sur la question de l'environnement

politique et enfin sur la question des migrations", a déclaré à la presse un haut responsable de l'UE. L'officiel européen, qui a préféré garder l'anonymat, a expliqué que l'UE a fait "un travail intense d'assistance macro-économique" pour la Tunisie, parce que le bloc ne veut pas que le pays "s'effondre financièrement". Mais l'UE exige des "conditions politiques préalables" et un accord avec le Fonds monétaire international, a expliqué le responsable de l'UE

AA / Bruxelles / Agnès Szucs

CAN-2023 (U17) ALGÉRIE

Remmane dévoile une liste de 26 joueurs pour la phase finale

Lors de la CAN-2023, les Algériens évolueront dans le groupe A, domicilié au stade Nelson-Mandela de Baraki, en compagnie de la Somalie, du Sénégal, et du Congo. Les Algériens entameront le tournoi face aux Somaliens, en match d'ouverture du tournoi prévu le samedi 29 avril (20h00)...

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) Arezki Remmane, a dévoilé une liste de 26 joueurs, dont neuf évoluant à l'étranger pour jouer la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2023) prévue en Algérie du 29 avril au 19 mai, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. L'annonce de cette liste intervient au lendemain de la fin de l'ultime stage de préparation effectué au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, ponctué par deux matchs amicaux face au Burkina Faso (1-0 puis 1-1). Les "Verts" entreront dans le vif du sujet à partir de lundi au FOOT/JSM BÉJAÏA

DÉCÈS À 78 ANS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT BOUALEM TIAB

La Ligue nationale du football amateur (LNFA) a annoncé vendredi dernier dans un communiqué le décès à 78 ans de l'ancien président de la JSM Béjaïa, Boualem Tiab. Le défunt, qui était un industriel dans le domaine de l'emballage, avait présidé le club pendant plusieurs saisons, entre 1990 et 2018, contribuant grandement à son essor, notamment, en le hissant jusqu'en première Division. Tiab avait même offert au club de la Soummam le seul titre que compte son palmarès. C'était en 2008, lorsque la JSMB avait remporté le trophée de la Coupe d'Algérie, après une victoire finale contre le WA Tlemcen. Tiab était très dévoué à son club de toujours, d'abord comme dirigeant pendant les années soixante, puis comme président à partir du début des années 1990. Néanmoins, la JSMB (fondée en 1936) a beaucoup perdu de son aura au cours des dernières années et a connu plusieurs relégations qui l'ont conduite droit vers le troisième palier, dont elle est encore sociétaire aujourd'hui.

R.S.



CTN de Sidi Moussa, soit après les fêtes de l'Aïd, à l'occasion de l'ultime regroupement qui s'étalera jusqu'au début de la compétition continentale. Lors de la CAN-2023, les Algériens évolueront dans le groupe A, domicilié au stade Nelson-Mandela de Baraki, en compagnie de la Somalie, du Sénégal, et du Congo. Les Algériens entameront le tournoi face aux Somaliens, en match d'ouverture du tournoi prévu le samedi 29 avril (20h00). Les deux autres groupes sont domiciliés respectivement à Constantine

COUPE DU MONDE 2023

L'ARBITRE ASSISTANT ALGÉRIEN ZERHOUNI RETENU POUR LE RENDEZ-VOUS ARGENTIN

L'Algérien Akram Abbès Zerhouni figure sur la liste des arbitres assistants retenus par la commission des Arbitres de la Fédération internationale de football (FIFA), en vue de la Coupe du monde des moins de 20 ans (U20) prévue en Argentine du 20 mai au 11 juin prochains, a annoncé l'instance mondiale, dans un communiqué publié sur son site officiel. Zerhouni (34 ans) a été sélectionné au même titre que 37 arbitres assistants pour ce rendez-vous mondial. La FIFA a également retenu 25 arbitres et 18 arbitres vidéo (VAR). « Nous sommes très heureux que la Coupe du Monde U-20 de la FIFA puisse se tenir en Argentine, qui sera à coup sûr un hôte formidable pour cette première compétition d'un cycle qui nous mènera jusqu'à la Coupe du Monde de la FIFA 2026 », a déclaré Pierluigi Collina, Président de la Commission des Arbitres de la FIFA. La préparation des arbitres pour la compétition, qui sera supervisée par la sous-division de l'arbitrage, se concentrera sur des sujets aussi vastes que la lecture et la compréhension du jeu, la collaboration et l'impor-

retard pris dans la réalisation des infrastructures sportives, dont les stades de football. La FIFA n'a pas encore désigné le pays hôte qui remplacera le Pérou. Liste des 26 joueurs convoqués: Gardiens de but: Mastias Hammache (FC Montréal/ Canada), Bouteldja Mehdi (Académie FAF), Hamadi Tarek (Paradou AC) Défenseurs: Gassi Yakoub (ACA/ FAF), Yaâkoubi Nadir (ACA/ FAF), Badani Younés (Paradou AC), Ban Abdelkader Fadi (ACA/FAF), Ben Idder Abdelhak (Paradou AC), Nemer Ziad Nadjim Eddine (ACA/ FAF), Arous Adem Houcine (AJ Auxerre/ France), Amem Faiz (ACA/ FAF), Bouaouiche Rami (ACA/ FAF) Milieux: Abed Anes (Paradou AC), Benali Younés (FC Nantes/ France), Limane Allaeddine (ACA/FAF), Galou Amine (PAC), Delaveau Yanis Ferhat (AS Nancy/ France), Belkaid Youcef (Paradou AC), Abdelmoudjib Mohamed (Hercules De Alicante /Espagne) Attaquants: Yazid Issam (CR Belouizdad), Beltaief Ziyed (AC Ajaccio/ France), Chetoui Shain (Havre AC/France), Kessassi Fethi (ACA/ FAF), Anatouf Moslem (ACA/FAF), Mohamed Ali Saleh Ziad (Zamalek/Egypte), Bahlouli Djibril Helies (O. Lyon / France).

(U20) :

tance d'être au bon endroit au bon moment afin de prendre les bonnes décisions grâce au meilleur angle de vue, précise la même source. « Quelques jours avant le début de la compétition, les arbitres sélectionnés participeront à un dernier séminaire de préparation lors duquel ils examineront des séquences de match et prendront part à des sessions de formation pratique filmées

LIGUE 1 FRANÇAISE (LILLE OSC)

« OUNAS REPRENDRA L'ENTRAÎNEMENT LA SEMAINE PROCHAINE »

L'ailier droit international algérien de Lille OSC (Ligue 1/ France) Adam Ounas, blessé à une cuisse, reprendra l'entraînement la semaine prochaine, a déclaré l'entraîneur portugais Paulo Fonseca, en conférence de presse. « Il va reprendre l'entraînement la semaine prochaine et recommencer le travail en équipe. Ce sera difficile d'être opérationnel pour le prochain match (Lille-Ajaccio). A moins qu'il ne soit finalement prêt que pour seulement quelques minutes », a affirmé le coach lillois, cité par L'Equipe. Ounas (26 ans) n'en n'est pas à sa première blessure durant cet exercice, Puisqu'il avait été contraint de s'éloigner des terrains en début de l'année, après une première blessure contractée à la cuisse le 15 janvier dernier à domicile face à Troyes (5-1). Une blessure qui allait le tenir loin de la compétition pendant pratiquement deux mois, ce qui a poussé le sélectionneur de l'équipe nationale Djamel Belmadi à ne pas le convoquer pour la double confrontation face au Niger, les 23 et 27 mars, comptant pour les 3e et 4e journées (Gr.F) des qualifications de la CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire. Engagé par le club du Nord pour trois millions d'euros l'été dernier, en provenance du Napoli pour un contrat de deux saisons, Ounas a montré ses multiples qualités, mais il peine à peser dans le bilan offensif des « Dogues » depuis le début de la saison alors qu'il n'a inscrit qu'un seul but et délivré deux passes décisives en 19 rencontres disputées toutes compétitions confondues.

R.S.

JUDO

SALIMA SOUAKRI OBTIENT L'ORDRE NATIONAL DU JAPON



L'ancienne championne algérienne de judo, Salima Souakri, s'est vue décerner l'ordre national du Japon "Soleil levant, Rayons d'Or avec Rosette", devenant la première femme algérienne à recevoir une décoration du gouvernement nippon. "Cette décoration est décernée à Salima Souakri pour sa large contribution à la promotion du judo en Algérie ainsi que de la compréhension mutuelle entre le Japon et l'Algérie", indique le communiqué de l'ambassade du Japon. "Souakri devient la première femme algérienne à recevoir une décoration du gouvernement japonais et aussi la personne la plus jeune ayant reçue cette décoration parmi ses prédécesseurs algériens", ajoute-t-on. La cérémonie de remise de la décoration aura lieu le jeudi 27 avril (18h00) à la résidence du Japon à Ben Aknoun, Alger. Après une carrière sportive riche en palmarès, avec notamment huit titres de championne d'Afrique, trois médailles d'or aux Jeux africains, une breloque en or aux Jeux méditerranéens et quatre participations aux Jeux olympiques (1992, 1996, 2000 et 2004), Salima Souakri (48 ans), ex-ministre délégué chargée du sport d'élite et entraîneur de judo, est aussi lauréate du trophée femme et sport du Comité international olympique (CIO). Souakri est également la première judokate africaine à avoir remporté la médaille d'or au Grand Slam de Paris.

R.S.

MOIS DU PATRIMOINE

La protection du manuscrit au centre des intérêts à Adrar

Les questions relatives à la protection du patrimoine manuscrit qu'abritent les "khizanate" (bibliothèques traditionnelles) à Adrar suscitent l'intérêt des connaisseurs et chercheurs universitaires soucieux de préserver ce trésor plusieurs fois séculaire, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale de la Culture et des Arts universitaires à l'occasion de la célébration du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

Cette démarche vise à faire connaître et protéger le patrimoine manuscrit, l'un des principaux composants du patrimoine matériel de l'Algérie et sa profondeur africaine, a souligné le directeur du secteur, Abdelkrim Ouenza. Dans ce sillage, la Direction de la Culture et des Arts de la wilaya d'Adrar a, en coordination avec des partenaires et spécialistes, établi un programme comprenant des rencontres de proximité pour sensibiliser les propriétaires de khizanate sur les questions

ayant trait aux techniques de conservation des manuscrits et les protocoles d'intervention d'urgence en cas d'incident, a-t-il ajouté. La bibliothèque principale de lecture publique a, pour sa part, abrité des ateliers sur, entre autres, la calligraphie arabe, la lecture et les jeux de mémoire et d'entraînement cérébral, ainsi que des conférences sur le patrimoine matériel et immatériel de la région, ont indiqué les organisateurs. La célébration de la nouvelle édition du mois du patrimoine,

placée sous le slogan "Le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains", englobe également des expositions de produits d'artisanat traditionnel et d'art, et une journée d'étude sur le patrimoine algérien et des rencontres d'information sur l'architecture locale, le folklore, en plus de la projection de films documentaires et d'animation de soirées à travers les structures relevant du secteur, a-t-on fait savoir. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle et culturelle, dont le coup d'envoi officiel a été donné par les autorités de la wilaya, a été marquée par l'organisation d'une exposition de produits d'artisanat et des spectacles folkloriques, avec le concours de divers acteurs, à l'instar du Centre national des manuscrits et l'Office national du parc culturel du Touat, Gourara et Tidikelt à Adrar

I.M./Aps



POÉSIE RELIGIEUSE

Deux poètes de Jijel et d'Adrar remportent le concours national du meilleur poème en éloge au Prophète

Deux poètes des wilayas de Jijel et d'Adrar ont remporté, mercredi soir à Alger, les premiers prix du concours national du meilleur poème en éloge au Prophète Mohamed (QSSSL). Le poète Yacine Afrid de la wilaya de Jijel a remporté le premier prix dans la catégorie de la poésie éloquente, après avoir concouru avec les poètes Ahmed El-Ammari d'In Salah, qui a remporté le deuxième prix et Achour Boukeloua, de Skikda, qui a remporté le troisième prix. De son côté, le poète Abdellah El-Bar-

maki de la wilaya d'Adrar a remporté le premier prix dans la catégorie de la poésie El-Malhoun pour son poème "La couronne des esprits", après avoir concouru avec les poètes Abdelghaffar Abdelhafid de M'sila, qui a remporté le deuxième prix et Omar Boudjerda de Bouira, qui a remporté le troisième prix. Le lauréat du premier prix dans chaque catégorie a remporté un montant de 700.000 DA, le deuxième un montant de 500.000 DA et le troisième 300.000 DA. Les membres du jury ont salué le "haut"

niveau de la plupart des poèmes participants, notamment dans la beauté des sens et des structures ainsi que la mise en exergue de l'amour du Prophète (QSSSL), mais aussi l'attachement aux rythmes poétiques algériens d'El-Malhoun. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmechi, des présidents d'institutions officielles, des

cadres du Parlement, ainsi que de nombreux poètes et intellectuels. Le Prix du concours du meilleur poème en éloge au Prophète Mohamed (QSSSL) a été organisé sous la supervision du ministère de la Culture et des Arts, en coordination avec l'établissement public de télévision algérienne, à l'occasion de la Journée du savoir (Yaoum el Ilm), célébrée le 16 avril de chaque année. Le jury était composé de chercheurs universitaires, et présidé par Habib Mounsi.

Aps

87 TOILES PRÉSENTÉES À L'EXPOSITION "LAMASSETTE" DES ARTS PLASTIQUES

Khenchela se fait rêver

Quatre-vingt-sept (87) toiles de plasticiens algériens et étrangers détenues par l'association "Lamassette" de Khenchela sont présentées depuis mercredi au public au centre de loisirs scientifiques Houha Belaïd de Khenchela.

Ouverte par le directeur local de la culture et des arts et le directeur de la jeunesse et des sports, respectivement Mohamed El oulwani et Yazid Zouaoui, l'exposition tenue dans le cadre du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) comprend 87 toiles d'artistes algériens, ainsi que de la Tunisie, de Libye, d'Égypte, du Soudan et de Mauritanie.

Les œuvres exposées traitent des thèmes liés au patrimoine artistique africain, à l'histoire de l'Algérie et au patrimoine amazigh, a indiqué le président de l'association "Lamassette" pour les arts plastiques, précisant que des ateliers de dessin et de peinture sont organisés en marge de la manifestation au profit des enfants sous l'encadrement d'artistes plasticiens

locaux. Selon le directeur de la culture, la célébration du mois du patrimoine, placée sous le thème du "le patrimoine culturel algérien et ses ramifications africaines", verra l'organisation

de plusieurs conférences et rencontres de sensibilisation sur la protection du patrimoine culturel, ainsi qu'une caravane avec des ateliers pédagogiques à l'intention des écoliers et un

concours du petit guide touristique. Une cellule composée de représentants du musée national public frères Boulaâziz, la circonscription archéologique et du service du patrimoine de

la direction de la culture a été installée pour suivre les dossiers de classement des sites monuments archéologiques de la wilaya, selon le même responsable

R.C./Aps

MOIS DU PATRIMOINE

Un riche programme dans les musées

Expositions, conférences, ateliers de formation et journées d'étude sont au programme des différents établissements à caractère muséal dans de nombreuses villes du pays, à la faveur des activités prévues dans le cadre du mois du patrimoine inauguré officiellement le 18 avril. L'édition 2023 de cette manifestation des plus importantes sur le plan identitaire, et qui est aussi une occasion de faire le point sur l'état de conservation, de restauration, de mise en valeur et d'exploitation du patrimoine culturel algérien, s'articule cette année autour du thème de la profondeur africaine du patrimoine culturel algérien, selon un document du ministère de la Culture et des Arts. Le musée national de Cherchel, un haut lieu de l'histoire de la Numidie, propose au public de découvrir ou redécouvrir la Maurétanie Césarienne, sous le règne du "plus savants des rois" Juba II, à

travers le prisme de la symbolique des animaux et des divinités de l'époque, en plus d'autres activités académiques ou ateliers mosaïque pour les enfants. Le musée national Cirta de Constantine se contente de journées portes ouvertes sur le musée, de conférences académiques et d'ateliers pour enfants alors que le musée des arts et traditions populaires du Palais du Bey, propose principalement des expositions de peinture et des conférences sur le patrimoine culturel immatériel. Le Centre d'interprétation du costume traditionnel algérien de Tlemcen met en avant le costume traditionnel et les bijoux traditionnels africains, en collaboration avec l'Université de la ville, en plus de rencontres et ateliers dédiés au jeu traditionnel et à la calligraphie qui sera aussi à l'honneur du Musée national de la calligraphie islamique de Tlemcen. A Alger le musée national des antiquités

propose de faire le point sur le site archéologique de M'lakou et d'explorer la place du bijoux dans l'art rupestre alors que l'espace de la voute Kheireddine, abritant le musée de la marine, propose des visites du site, des projections de documentaires sur le patrimoine subaquatique, un symposium national sur la prose en charge juridique de la préservation du patrimoine, en plus d'ateliers pour enfants.

De son côté l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBEC), propose un programme de visites guidées et de différents ateliers directement dans les musées de site et sites archéologiques qu'il gère dans de nombreuses régions du pays comme le site de Tipasa, le mausolée du roi Massinissa à Constantine, le Fort de Santa Cruze à Oran, ou encore le site de Timgad à Batna et le musée de l'enfance à Alger.

I.M./aps

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
LA WILAYA DE LAGHOUCAT
DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
LAGHOUCAT-ROUTE DE DJELFA
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL-NIF: 099803019005331

AVIS D'INFRACTUOSITE

D'AVIS D'APPEL D'OFFRE AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 15/2023

En application des dispositions du décret présidentiels N° 15-247 en date de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE et de la construction de la wilaya de Laghouat informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à un appel offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 2023/15 lancées dans les quotidiens «L'EXPRESS» en Date du 09/03 /2023 portant à la réalisation des travaux /

LOT 01/suivi et etude expertise et presentation de dossier d'execution pour racoorder les lotissements sociaux au resau principal d'assainissement et d'aep commune de laghouat

qui a l'issue de l'évaluation des offres techniques et financier conformément aux critères prévus dans le cahier des charges , comme suit :

ENT	Désignation Du Projet	Montant/DA	Délai	OB
	LOT 01/suivi et etude expertise et presentation de dossier d'execution pour racoorder les lotissements social au resau principal d'assainissement et d'aep commune de laghouat.	INFRECTIEUX		PRIX HORS FOURCHETTE

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Laghouat dans un délai de 10 dix jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les journaux.

L'EXPRESS DU 23/04/2023

ANEP : N° 2316009773

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
NIF: 15 0000 16090 4080

AVIS DE CORRECTION DU DEUXIEME APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger, lance un avis de correction du deuxième appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales parue dans les quotidiens nationaux : **الاصوات** et **L'EXPRESS** le 06/04/2023

Etude , inspection sous marine, expertise et autre

- Lot 02: Etude de réparation des parties dégradées du quai de GUELMA du port d'Alger
Les bureaux d'études intéressés par le présent avis sont invitées à retirer le dossier à partir du premier jour de publication du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP auprès de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger (Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – appel d'offres n° ». Projet Travaux de consolidation provisoire du parement du quai n°20 du port d'Alger. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger (Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.

NB : Le soumissionnaire est tenu de se référer à la liste détaillée consignée dans le cahier des charges (instructions aux soumissionnaires)

La durée de préparation des offres est de Vingt et Un jours (21) jours à compter de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou sur les quotidiens nationaux (date d'ouverture des plis le 26/04/2023).

Le jour de dépôt des offres techniques et financières correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) mois à compter du dernier jour du délai de préparation des offres.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 12h00.

Les entreprises sont invitées à assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers le jour même de la date de dépôt des offres à 12h30, au niveau de : la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger (Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.

L'EXPRESS DU 23/04/2023

ANEP : N° 2316009847

L'EXPRESSDZ

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

Sur page Facebook:
L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

ELLE T'INVITE LA COPPE DU MONDE EN FRANCE
L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE
MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax :
023.70.99.92

VU DE SUISSE :

Convention citoyenne : «les Français ne sont d'accord sur rien, sauf sur la mort»

Après l'adoption du rapport de la Convention citoyenne sur la fin de vie le 2 avril, le chroniqueur du média suisse «Blick» salue un débat apaisé et constructif sur un sujet sensible, bien loin du climat politique actuel.

Les membres de la Convention citoyenne sur la fin de vie, le 2 avril 2023 à Paris. Les membres de la Convention citoyenne sur la fin de vie, le 2 avril 2023 à Paris. «Dans une France bloquée sur les retraites, le débat sur la fin de vie est possible», écrit le média suisse Blick. La convention citoyenne sur la fin de vie, qui a débuté en décembre, a rendu le dimanche 2 avril ses conclusions. Les trois quarts des 184 participants se sont prononcés pour une légalisation de l'aide active à mourir, sous la forme d'euthanasie ou de suicide assisté. Le président Emmanuel Macron a affirmé que les travaux seraient repris par le gouvernement et les parlementaires pour aboutir à un projet de loi «avant la fin de l'été». Mais ce n'est pas tant le résultat des discussions menées que la forme du débat elle-même que retient Blick. Alors que les manifestants et le gouvernement s'écharpent depuis des semaines sur la réforme des

retraites, «les 184 citoyens mobilisés, tous bénévoles, ne se sont ni chamaillés ni insultés, dans un moment d'intenses tensions nationales. Ils ont incarné, toutes opinions politiques confondues, une France capable de débattre sans s'affronter.» Le format n'est certes pas inédit - il faut rappeler le précédent de 2020 avec la Convention citoyenne sur le climat -, mais il détonne dans le paysage actuel, où le dialogue social semble parfois impossible. Sur une question aussi sensible que celle de la mort, la discussion a permis de faire «un pas supplémentaire vers le consensus», selon les mots d'Emmanuel Macron. De quoi faire émerger chez ce chroniqueur suisse une question brûlante : «Pourquoi ne pas avoir mis sur pied une convention de ce type sur le système de pensions et son déficit présenté comme chronique par le gouvernement ?»

Par Blick, média suisse



BUSINESS. DU SANG CONTRE DE L'ARGENT :

Ces pauvres qui vendent leur plasma aux États-Unis

Une enquête éclaire le secteur du prélèvement de plasma sanguin aux États-Unis, l'un des rares pays où les donneurs, souvent des personnes à faibles ressources, peuvent être payés. Des millions de personnes pourraient être concernées chaque année. C'est une activité peu connue sur laquelle une journaliste, Kathleen McLaughlin, jette la lumière. Dans un livre paru aux États-Unis, et dans un article publié par The Guardian, elle se penche sur le don et la vente de plasma. «Une estimation très approximative, obtenue par inférence à partir du nombre de prélèvements effectués chaque année, laisse supposer que jusqu'à 20 millions de personnes par an aux États-Unis donnent ou vendent leur plasma sanguin, ce composant liquide jaunâtre du sang qui contient des protéines», écrit-elle. «Le plasma sanguin des Américains rapporte d'énormes bénéfices, ajoute la journaliste. En 2021, à l'échelle mondiale, le secteur du plasma sanguin était évalué à 24 milliards de dollars.» «Étant l'un des cinq pays où les donneurs peuvent être rémunérés pour leur plasma - avec l'Autriche, la République tchèque, l'Allemagne et la Hongrie - et disposant d'une population démunie toujours plus nombreuse, les États-Unis sont devenus un fournisseur de premier plan de ce fluide corporel dont sont dérivés de lucratifs médicaments.»

«TEMPS PARTIEL, BIEN PAYÉ»

Il y aurait plus de 1 000 centres de prélèvement à travers le pays, «souvent concentrés dans les coins les plus pauvres et les villes étudiantes, offrant aux donneurs des centaines de dollars

par mois s'ils y vont deux fois par semaine». Des publicités mettent en avant ces conditions avantageuses : «Temps partiel, bien payé», vante ainsi une image dans les toilettes d'un stade de l'université du Montana, à l'attention des étu-

dians. La journaliste avait des raisons personnelles de mener cette enquête. «Je dépends du plasma prélevé chez d'autres gens, dont les protéines donnent un médicament qui, depuis vingt ans, m'évite d'être en situation de grave invalidité»,

explique-t-elle. Disant ressentir une certaine culpabilité à l'idée de profiter des difficultés économiques des donneurs, elle refuse toutefois de fermer les yeux sur ce système.

Kathleen McLaughlin/The Guardian

LIBERTÉ DE LA PRESSE. BURKINA FASO :

«Écarter les journalistes, c'est nous affaiblir»

«La première victime d'une guerre, c'est la vérité.» Cet axiome se vérifie de façon dramatique au Burkina Faso, où les journalistes sont aux premières lignes d'une guerre intérieure contre le terrorisme, entre restrictions sur leur travail et menaces directes. «Le Faso» appelle à un sursaut collectif. Le Burkina Faso est en guerre contre les groupes terroristes qui revendiquent son territoire et chassent sa population dans différentes provinces du pays. Alors que les forces de défense et de sécurité sont à l'offensive pour la reconquête du territoire avec l'acquisition de moyens aériens, ces derniers temps certains ont créé un nouveau front qui fait des journalistes et des médias les nouveaux ennemis à abattre.

Les menaces anonymes sont récurrentes et l'instance de régulation des médias observe : «Le Conseil supérieur de la communication constate avec regret la récurrence de menaces proférées à l'endroit d'organes de presse et d'acteurs des médias dans l'exercice de leur profession». Pourquoi, au lieu de travailler à l'unisson, certains s'en prennent-ils aux médias ? Que reproche-t-on aux médias ? De ne pas s'adapter au temps de guerre et de travailler comme si le pays était en

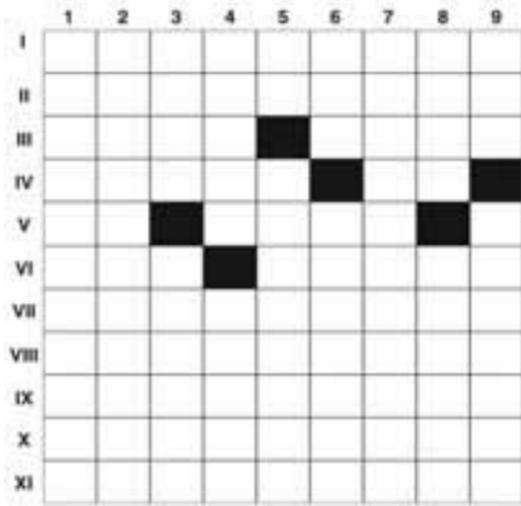
paix ? De ne pas aimer le pays, vraiment ? Que peut l'information ? Fait-elle gagner la guerre ou la fait-elle perdre ? Qui sont les vrais ennemis ? Il y a une anecdote que l'on raconte sur la Seconde Guerre mondiale entre le président russe Joseph Staline et un ministre français des Affaires étrangères. Ce dernier aurait proposé d'adjoindre le Vatican aux pays alliés contre l'Allemagne nazie. Et Staline aurait répondu : «Le Vatican, combien de divisions ?» Le Vatican est une puissance morale mais n'a pas d'armée. Pour le locataire du Kremlin de l'époque, la victoire se gagne par les armes militaires et non par les armes spirituelles. Au Burkina Faso avec cette guerre, tous les médias et les journalistes sont clean. D'abord, notre presse n'a pas les moyens de s'offrir des correspondants de guerre indépendants qui vont sur le terrain observer, analyser et rapporter ce qu'ils ont vu de la guerre.

Tout ce que nous disons de la guerre, tous les faits proviennent des communiqués de l'état-major. L'autorité, l'État et les gouvernants sont les principaux acteurs de la production de l'information en temps de guerre. Si l'état-major cesse de produire ses bulletins d'information

sur les batailles, comme ces derniers temps, vous n'avez rien dans les médias. Nous ne faisons que nous en tenir à ces faits communiqués, avec parfois des articles d'analyse et de commentaire. Il y a de nouveaux acteurs de la production d'informations : les organisations de la société civile dans les zones à hauts défis sécuritaires ainsi que les regroupements des ressortissants des localités attaquées par les groupes terroristes, qui saisissent de plus en plus la presse pour informer la communauté nationale de ce qui se passe dans les zones attaquées. Le fait de rendre compte de ces tristes réalités est-il opposable aux médias et aux journalistes ? Personne ne peut accuser les médias burkinabè de faire l'apologie des groupes terroristes aujourd'hui ou de leur transmettre des informations. Dans les deux cas, la justice peut être saisie. L'observateur avisé sait que les journalistes burkinabè aujourd'hui plus qu'hier font de l'autocensure. Ils écartent leurs préjugés personnels en se régulant. C'est leur sens des responsabilités qui les obligent à analyser, peser, voir si ce qu'ils vont dire est positif, exact, nécessaire, sage, enrichissant, avant de le faire.

In *Courrier International*

Mots Croisés



Horizontalement :
 I. Faisant entendre une succession de bruits secs. II. C'est le cas de le dire, à cause d'elle, on pisse le sang. III. Acronyme pour un titulaire de doctorat. Sort de la gueule de certains animaux. IV. Dans un certain sens, c'est recherché. Symbole chimique. V. Adjectif possessif. Personnage du More de Venise. VI. ... le Noble en France et en Serbie dans l'autre sens. Partie d'une cloche où frappe le battant. VII. Nationalisait. VIII. Est du domaine des vessies plus que des lanternes. IX. Qui ne sont pas entièrement vendus. X. Malmèment fortement. XI. Est donc comparable à une scie.

Verticalement :
 1. Gentilé d'un joli petit village jurassien dans le canton de Poligny. 2. Elle se retire dans la spiritualité. 3. Coureur australien. Commune de Suisse traversée par le Kelch. 4. Dans un foyer elle peut être à la base de la séparation d'un homme et d'une femme. On peut revenir souvent dessus dans la conversation. 5. Juste un peu petit. Rendit les armes. 6. Ancienne cuvette. On s'en sert facilement quand on est dans les stations sur les pistes. 7. Ont-elles toutes les yeux d'Elsa ? 8. Rivière de France. Démon marin femelle. 9. Cheville. Exècre.

SIMONHEROQUER

Retrouvez les titres de certains albums de Tintin qui se sont cachés derrière leurs anagrammes.

- 1) LOIN RELIÉ >
- 2) L'USUEL BOLET >
- 3) UNION COGITANT >
- 4) AILES RECOLLÉES >
- 5) SELON LA FORFAITURE >
- 6) SUR LE HAMAC NEURONAL >
- 7) LE PORC SIGNE AU HASARD >

Les mots fléchés

MANIF DU 1407 AUX FLAM- BEAUX	FEU DU 1407 FIXATIONS	VÉLO VENTILE	CONDUIRE TITANE	JOIE DIGNÉ DU 1407
				HISSÉS LE 1407
AMBIANCE DU 1407 TERMINERA			PAYS D'ASIE	
			LENTILLES JEU DE CARTES	
VIRE DE BORD CONSCRÉ			PERRO- QUETS APRÈS VOUS	
		CONJON- TION PRESQUE BLANC		SAINT DE BIGORRE CONJON- TION
FLEUVE RUSSE	CLOSE CLÔTURE LA JOURNÉE			COLÈRE
		POUFFAI THÉÂTRE JAPONAIS		
12 MOIS EMBARGO		DÉMON- STRATIF		EN CHALDÉE
			DIRECTION	

SOLUTIONS MOTS CROISÉS PRÉCÉDENTS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
I	E	X	P	E	R	I	E	N	C	E
II	M	Y	S	T	E	R	I	E	U	X
III	H	E	L	Y	S	E	E	S	R	I
IV	R	O	C	N	E	L	I	T		
V	I	P	H	I	G	E	N	I	E	
VI	H	E	L	A	S	S	E	T		
VII	V	O	S	G	A	T	S	B	Y	
VIII	I	N	F	E	U	E	I	P		
IX	S	E	P	I	A	I	O	D	E	
X	A	S	I	N	I	E	N	N	E	S

I	S	R	A	E	L			
A	U	S	T	R	A	L	I	E
A	L	G	E	R	I	E		
B	R	E	S	I	L			
A	R	M	E	N	I	E		
C	R	O	A	T	I	E		
C	H	I	N	E				
R	O	U	M	A	N	I	E	
P	E	R	O	U				

Z	E	L	A	N	D	E	E	S	P	A	G	N	E
W	A	A	L	D	E	L	T	A	R	I	A		
P	A	Y	S	R	A	F	E	R	M	E	N	T	
M	E	T	O	M	E	T	S	I	S	I	S		
E	S	P	R	I	T						V	I	
T	E	I	N	T							A	J	
E	N	C	R	E							S	P	
T	R	A	H	I	R						I	S	
D	O	T	D	R	E	M					T	Y	
L	A	D	B	A	T	A	V	I	A	I	C	E	
M	E	R	M	V	A	N	D	Y	C	K	E		
S	U	A	R	I	N	C	E	E	P				
D	E	T	N	L	E	G	E	R	E	F	O		
P	I	R	A	T	E	O	S	C	I	E	L		
D	O	E	N	T	A	G	U	R	D				
P	A	C	T	E	R	H	I	N	I	L	E		
P	E	U	T	E	E	O	O	A	R				
E	X	T	R	A	C	A	N	N	A	R	I	S	

MOTS MÊLÉS N° 21

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N° 21 : La phrase-mystère est : la ville qui ne dort jamais (New York)

- | | |
|------------------|-----------------|
| ANIMAGUS | MOLDU |
| ARAGOG | ONCLE |
| AZKABAN | POTION |
| BRUIT | POTTER |
| CHOIXPEAU | POUCLARD |
| CROUTARD | QUIDDITCH |
| DECOR | REMUS |
| DOBBY | ROGUE |
| DRAGO | RON |
| DUMBLEDO-
RE | SAULE |
| EPOUVAN-
TARD | SECRET |
| GAROU | SERPEN-
TARD |
| GRYFFON-
DOR | SIRIUS |
| HAGRID | SORCIER |
| HIPPOGRIF-
FE | TANTE |
| MARAUDEUR | VESTE |
| | VOLDEMORT |
| | WINKY |

O	W	G	O	Q	T	E	R	C	E	S	P	E	G	B
N	E	I	O	G	U	E	T	S	E	V	O	L	R	H
C	S	P	N	G	A	I	E	N	O	R	T	U	Y	S
L	O	S	O	K	A	R	D	L	A	M	I	A	F	E
E	R	I	S	U	Y	R	D	D	C	T	O	S	F	R
R	C	R	U	I	V	E	A	H	I	D	N	F	O	P
O	I	I	M	E	M	A	O	Z	R	T	I	O	N	E
D	E	U	E	O	U	I	N	A	K	R	C	N	D	N
E	R	S	R	D	X	G	L	T	G	A	O	H	O	T
L	P	T	L	P	E	D	O	O	A	A	B	C	R	A
B	G	O	E	R	U	A	P	R	N	R	R	A	E	R
M	M	A	T	O	G	P	Y	B	B	O	D	O	N	D
U	U	E	P	T	I	M	A	R	A	U	D	E	U	R
D	R	O	N	H	E	R	C	R	O	U	T	A	R	D
D	I	R	G	A	H	R	S	U	G	A	M	I	N	A

BRAQUAGE À MAIN ARMÉE DANS UN BUREAU DE POSTE À BOUIRA SEPT INDIVIDUS ARRÊTÉS

Le parquet de Bouira a annoncé l'arrestation de sept individus impliqués dans une affaire de braquage à main armée. Cela s'est passé le 8 avril dernier au bureau de poste d'Aghbalou, dans la wilaya de Bouira. Selon le communiqué du parquet, l'enquête menée par la Gendarmerie nationale concernant l'attaque à main

armée au bureau de poste à Aghbalou, daïra de Mchadallah, s'est soldée par l'arrestation de personnes et la récupération de l'argent volé ainsi que les armes à feu utilisées pour commettre le crime. Lors de ce braquage, les malfaiteurs se sont emparés de la somme de 1,2 milliard de centimes. Une somme qui a été récu-

pérée par les forces de l'ordre, précise le communiqué du parquet, en sus des armes utilisées pour commettre ce forfait. Déférés devant le parquet, les suspects font l'objet de plusieurs chefs d'accusation. Un juge d'instruction a ordonné leur mise en détention provisoire.

R.N.

Alger 23°
Constantine 21°
Oran 22°
Ouargla 29°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
04:33	12:47	16:28	19:23	20:51

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 23 AVRIL 2023 // N°542 // PRIX 20 DA

LOGEMENTS

Pas de livraison sans la mise à disposition des équipements publics indispensables

Il sera procédé fin mai à la pose de la première pierre pour le lancement de 7 projets d'équipements publics (écoles, lycées, postes de police, dispensaires, stades et centres commerciaux) au même site. Concernant la nouvelle ville médiatique, le ministre a rappelé les instructions du président de la République lors du précédent Conseil des ministres en vue de réaliser ce projet prometteur...

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, affirme que la livraison des logements ne se fera qu'avec la mise à disposition des équipements publics indispensables, notamment les dispensaires, les écoles, les centres commerciaux et le transport. Lors d'une visite de travail et d'inspection de plusieurs projets de logements dans la wilaya d'Alger, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, et du directeur général de l'Agence « AADL », M. Belaribi a indiqué que « la livraison des logements, de différentes formules, sera accompagnée de la mise à disposition des équipements publics indispensables, notamment d'écoles, de lycées, de polycliniques, du transport, ainsi que de centres commerciaux, en vue de fournir un cadre de vie qui répond aux aspirations des habitants ». Au site d'Ouled El Hadj des 2946 logements publics locatifs (LPL) dans la commune des Eucalyptus, M. Belaribi a donné des instructions, à l'effet d'accélérer la cadence de réalisation pour la livraison de près de 1.400 unités de logement, le 5 juillet prochain. Le ministre a également inspecté



le projet de 13.300 logements de la formule « AADL » à Sidi Abdallah, où il a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de deux centres commerciaux au même site. Dans ce cadre, il a affirmé que l'aménagement extérieur se fera avec un nouveau style, annonçant que le site sera renforcé avec 35 équipements publics. M. Belaribi a également souligné qu'au lieu d'aménager des magasins sous les immeubles, des centres commerciaux seront réalisés en vue de répondre aux besoins de cette zone urbaine. S'exprimant à la presse en marge de la visite au sujet du projet de la mosquée verte à Sidi Abdallah, le ministre a précisé que l'étude est en cours pour la réalisation de cette mosquée écologique, première du genre en Algérie, ajoutant qu'une enveloppe financière sera affectée à ce projet après le ramadhan pour entamer les travaux. Concernant le lancement du programme location-vente AADL3, M. Belaribi a indiqué qu'il sera « procédé en premier à la résolution de tous les problèmes et au traitement des recours liés au programme AADL 2 en

vue de livrer les logements aux souscripteurs ». Ainsi, il sera procédé dans un ou deux mois au lancement du programme de réalisation de 13500 logements location-vente au profit des souscripteurs concernés par les recours et ceux qui ont tardé à payer la première tranche. A une question sur le site « Haouch Errih » à Blida, le ministre a rassuré les souscripteurs quant au lancement des travaux de réalisation de tous les équipements publics et l'aménagement extérieur avec un nouveau style, ajoutant qu'il a été convenu avec le wali de Blida d'assurer le transport aux résidents de ce site. Il sera procédé fin mai à la pose de la première pierre pour le lancement de 7 projets d'équipement publics (écoles, lycées, postes de police, dispensaires, stades et centres commerciaux) au même site. Concernant la nouvelle ville médiatique, le ministre a rappelé les instructions du président de la République lors du précédent Conseil des ministres en vue de réaliser ce projet prometteur, soulignant que des appels d'offres seront lancés en vue d'enta-

mer les travaux de sa réalisation à Alger. S'agissant des logements promotionnels aidés (LPA), le ministre a évoqué la difficulté de dégager des assiettes foncières à Alger. Cependant, son secteur œuvre à les assurer en vue de satisfaire les demandes des souscripteurs, a-t-il soutenu. Le ministre a également inspecté le site des 595 logements AADL de type location-vente à Ouled Fayet où il a ordonné d'accélérer la cadence de réalisation, mettant l'accent sur l'impératif de réaliser des logements de qualité, à la hauteur des attentes des souscripteurs. Dans le même cadre, il s'est rendu au site des 2.000 logements de type location-vente dans la commune de Draria où il a donné des instructions en vue d'accélérer la cadence des travaux pour la livraison d'environ 800 ou 900 logements, le 5 juillet prochain. Le wali d'Alger a, de son côté, affirmé que tous les équipements publics seront assurés avant la livraison des logements, insistant sur l'accélération de la cadence des travaux d'aménagement extérieur des logements pour les projets en cours. Répondant à une question de la presse sur la formule LPA, M. Rabehi a dit que près de 90% des assiettes foncières destinées à cette formule avaient été dégagées, rappelant que ce programme comprend quelque 9.000 unités au niveau de la wilaya d'Alger.

Le ministre a, en outre, inspecté le stade de Douera, dont le taux de réalisation a atteint 80%, indiquant que les travaux avancent pour parachever cette structure sportive d'ici le 5 juillet prochain. La réalisation du projet, poursuit le ministre, se fait conformément aux normes de la FIFA, sur la base d'études techniques précises.

Y.B.

TWITTER RETIRE LES ANCIENS BADGES BLEUS, AUTREFOIS GAGES DE NOTORIÉTÉ ET D'AUTHENTICITÉ

Qu'ont en commun le Pape, Donald Trump et Beyoncé? Ils ont tous les trois perdu jeudi leur coche bleue sur Twitter, autrefois gage de crédibilité, alors que la plateforme a enfin mis la menace d'Elon Musk à exécution et retiré le badge à ceux qui refusent de payer. Le réseau social changeait rapidement d'allure au fur et à mesure que les comptes perdaient cette marque distinctive, obtenue dans le passé après vérification de l'identité de l'utilisateur et selon certaines conditions, dont la notoriété. Le badge a ainsi disparu des comptes de personnalités comme Justin Bieber, Cristiano Ronaldo, Bill Gates ou encore Lady Gaga, ainsi que de ceux de nombreux journalistes, professeurs et militants. Même @jack, le compte du cofondateur de Twitter Jack Dorsey, a été dépouillé. Du côté des politiques, beaucoup d'élus l'ont aussi perdu, mais certains ont obtenu dans la foulée la coche grise, réservée aux comptes du gouvernement ou de certaines organisations. C'est le cas de Kevin McCarthy, le patron des républicains à la Chambre

américaine des représentants. Le badge bleu signale désormais les utilisateurs qui paient huit dollars par mois pour avoir cette distinction et d'autres avantages de « Twitter Blue » (plus de visibilité, des privilèges techniques, moins de publicités), comme Donald Trump Junior ou le Dalai Lama. « Je sais qu'on va me juger parce que j'ai la coche bleue, mais tant pis, j'ai besoin du bouton pour éditer mes tweets », a tweeté Marques Brownlee, un créateur de contenus suivi par 6 millions d'utilisateurs.

LA TOURNÉE DU PATRON

D'autres ont fait part de leur étonnement, comme l'auteur à succès Stephen King, suivi par 7 millions de personnes. « Mon compte Twitter dit que j'ai souscrit à Twitter Blue. C'est faux. Mon compte Twitter dit que j'ai donné un numéro de téléphone (pour l'authentification, nldr). C'est faux », a-t-il déclaré sur la plateforme jeudi. « Je vous en prie, namaste », lui a répondu Elon Musk. Le patron a indiqué dans

un autre tweet qu'il « payait personnellement pour quelques abonnements ». Un autre changement controversé lié au nouveau système d'authentification, les mentions « affilié à l'État » et « financé par des fonds gouvernementaux » ont été supprimées vendredi des pages de grands médias, à l'instar de celle de la radio publique américaine NPR, qui avait récemment quitté Twitter en protestation. « Les organisations de médias financées par un État et dotées d'une indépendance éditoriale, comme la BBC au Royaume-Uni ou NPR aux États-Unis, ne sont pas définies comme des médias affiliés à un État », précisait Twitter sur son centre d'aide. « Twitter verified », le compte de l'abonnement payant à Twitter Blue, avait prévenu mercredi que le réseau social retirerait le lendemain les badges bleus obtenus avant qu'Elon Musk ne rachète l'entreprise, fin octobre, et n'impose sa vision à rebours de la précédente philosophie.

AFP